



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2540
7 avril 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Face aux candidats des riches et du grand patronat



**Nathalie Arthaud
le camp des travailleurs**

Pour faire entendre le camp des travailleurs, votez Nathalie Arthaud !

À moins de trois semaines du premier tour, bien des électeurs sont indécis. L'élection présidentielle, qu'on nous présente comme celle où tout se décide, a déçu. En 2012, des millions de travailleurs avaient voté pour Hollande, qui promettait de s'en prendre à la finance. Cinq ans après, les riches se portent mieux que jamais et il y a un million de chômeurs en plus.

Les présidents passent, les fortunes bourgeoises restent et prospèrent. Par exemple, les producteurs de lait en savent quelque chose : le PDG de Lactalis, Emmanuel Besnier, est devenu la 8^e fortune française, avec un patrimoine passé de 4 à 10,5 milliards d'euros en quatre ans. Son frère et sa sœur possèdent également près de 4 milliards chacun. Un pactole amassé en laminant le prix du lait payé aux éleveurs, poussés vers la ruine, et en exploitant les travailleurs de l'agro-alimentaire. Les Besnier ne sont pas élus. Face à la colère des éleveurs, le ministre de l'Agriculture expliquait qu'il n'avait pas le moyen de joindre Besnier, résumant ainsi le fonctionnement de notre société : les politiciens s'agitent, les capitalistes décident.

Les Guyanais ne comptent pas sur l'élection d'un nouveau président et ils nous montrent que seule la mobilisation peut payer. Dans ce reste de l'empire colonial, le contraste est révoltant entre les équipements ultramodernes de la base spatiale de Kourou et le dénuement de la population, parfois sans accès à l'eau courante ou à l'électricité. Pendant des années, les Guyanais ont été bercés de promesses sans suite. Il a fallu qu'ils se lancent dans la grève générale pour que les ministres arrivent avec de nouvelles promesses. Le gouvernement est certes plus disposé à accéder aux demandes du patronat local qu'à celles des travailleurs. Si ces derniers veulent faire valoir leurs intérêts, il leur faut s'organiser et lutter pour leurs revendications de classe.

Il en va de même pour nous. Quel que soit l'élu le 7 mai, les travailleurs devront se battre pour défendre leurs intérêts. Le programme des principaux candidats suffit pour s'en convaincre. On nous annonce un second tour entre Macron et Le Pen. Derrière son sourire de DRH idéal, le premier veut aggraver la politique antiouvrière qu'il a menée comme ministre de Hollande : suppression de 120 000 emplois publics, hausse de la CSG, aggravation de la loi El

Khomri. C'est pour cela qu'il est soutenu par les patrons et par tant d'anciens ministres du PS et de la droite. Quant à Le Pen, elle pourfend le système pour mieux le protéger, à la manière du milliardaire Trump, son idole. Elle prend les immigrés comme boucs émissaires, pour mieux diviser les travailleurs. Diviser pour régner, c'est la vieille ficelle de nos exploités.

Pas plus que celle de 2012, l'élection présidentielle de 2017 ne changera pas les choses. Ce qu'elle nous permet réellement, c'est de nous faire entendre. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud. Elle défend des exigences essentielles que le monde du travail devra imposer par des luttes collectives.

Pour combattre le fléau du chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Il faut interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois, à commencer par les entreprises qui font des profits. Comment accepter que des multinationales comme SFR ou Sanofi suppriment des emplois, tout en faisant des milliards de bénéfices ?

Pour arrêter la dégradation de notre niveau de vie, il faut augmenter les salaires et les pensions d'au moins 300 euros. Personne ne peut vivre correctement avec moins de 1 800 euros net par mois. C'est un minimum.

Il faut que l'argent public aille aux services publics utiles à la population. Les milliards dilapidés par l'État en cadeaux au patronat devraient servir pour les hôpitaux, les écoles des quartiers populaires, pour des transports publics de qualité et des centres de santé dans les déserts médicaux.

Pour mettre fin aux malversations des grandes entreprises, il faut abolir le secret des affaires. Les scandales sanitaires récents, comme le Mediator de Servier, la Dépakine de Sanofi, ou encore les moteurs truqués de l'industrie automobile, le montrent bien : on ne peut accorder aucune confiance au grand patronat. Les travailleurs doivent pouvoir tout rendre public, pour que la population puisse tout contrôler.

Nous ne pourrions obtenir tout cela que par des luttes massives du monde du travail. Mais chacun d'entre nous peut mettre en avant ces exigences, aujourd'hui, en votant pour Nathalie Arthaud.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		Nathalie Arthaud : soutien aux salariés de Mim	8	Syrie : sous les bombes	16
Le programme social de Le Pen : malheur aux pauvres	4	Salaires, allocations, pensions : il faut rattraper l'augmentation des prix	9	Trump et les armes	16
Prisons : les promesses oubliées de Hollande	4	Retraites : pas en dessous de 1 800 euros net	9	ENTREPRISES	
La mort de Liu Shaoyao	5	Les réunions publiques de Nathalie Arthaud	9	Services publics de l'Allier	12
Logement : non aux expulsions !	5	RUSSIE 1917		Numen-Meyzieu	12
Foyer Auriol - Paris 13 ^e	5	Le retour de Lénine et les thèses d'avril	7	Beaubourg - Paris	12
Santé publique : un déremboursement de plus	5	DANS LE MONDE		Vélib' : les travailleurs ne veulent pas être roulés	12
Élections syndicales : la force de la classe ouvrière est dans les luttes	6	Grande-Bretagne : le Brexit day	10	GM&S Industry - La Souterraine	13
Amiante : les employeurs toujours impunis	6	Colombie : une catastrophe pas si naturelle	10	PSA : une plus-value payée par les travailleurs	13
Femmes de ménage : journée de mobilisation	6	Russie : après l'attentat de Saint-Petersbourg	11	AR Carton - Cholet	13
LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD		États-Unis-Égypte : le dictateur Sissi reçu par Trump	11	Réseau de transport d'électricité	14
Onze candidats sur BFMTV : avec les travailleurs ou avec le patronat	8	Guyane : la grève générale se poursuit	16	EDF - Vichy	14
Nucléaire : contrôler les capitalistes, une nécessité	8			Haribo - Marseille	14
				Municipaux - Nevers	14
				Hôpitaux de Tours	15
				SNCF-Technicentre de Noisy-le-Sec	15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Hamon : où est sa fronde ?

Quelques jours après le passage de Macron, son ex-collègue et concurrent à la présidentielle Hamon, le candidat officiel du Parti socialiste, est venu sur l'île de La Réunion avec l'espoir d'y trouver quelques soutiens.

Son meeting à Saint-Joseph a rassemblé quelque 3000 personnes, soit autant que le meeting de Macron à Saint-Denis. Il a pu à cette occasion compter sur le soutien du député-maire socialiste de la ville, Lebreton, qui s'était affiché comme un opposant à la loi travail, mais aussi sur celui d'Huguette Bello (PLR) et de l'ex-maire Parti communiste réunionnais (PCR) de Saint-Louis, Claude Hoarau, en rupture avec le PCR.

Le frondeur Hamon a montré à cette occasion les limites de son opposition à François Hollande et à sa politique menée en outremer, la considérant comme positive. Puis il a ajouté : « Bien sûr, il reste beaucoup à faire mais, moi, je dis qu'il a tenu la plupart de ses engagements. » Qu'on en juge.

Résorption du chômage ? 130 000 chômeurs, dont 45 % des jeunes de 18 à 25 ans. Et ce malgré les centaines de millions de cadeaux alloués au patronat réunionnais par les lois travail, Rebsamen, le Pacte de responsabilité, la loi Macron, le CICE, que Hamon ne compte pas remettre en cause.

Prix et salaires ? Les prix n'ont pas cessé d'augmenter, alors que salaires et retraites sont quasiment au point mort depuis des années, quand ils n'ont pas reculé, et que la précarité et les contrats à temps partiel deviennent

le lot de travailleurs toujours plus nombreux. Plutôt que de proposer des augmentations de salaire et des créations d'emplois, qui diminueraient les profits patronaux, Hamon fait miroiter son revenu universel, à peine supérieur au RSA qui sert déjà d'unique ressource à près de 100 000 Réunionnais.

Logement ? Il y a toujours entre 20 000 et 30 000 mallogés, alors que des milliers d'ouvriers du BTP se morfondent au chômage.

Transports en commun ? Le PS local, en faisant alliance avec la droite, a fait échouer une des solutions les plus raisonnables pour transférer une partie du trafic routier vers le tram-train, avec pour résultat catastrophique des embouteillages à n'en plus finir partout dans l'île et l'allongement des journées de travail qui en résulte.

Illettrisme ? L'échec est total, de par l'absence de volonté et de moyens humains pour faire reculer ce fléau qui touche 110 000 Réunionnais.

Le candidat Hamon, ex-ministre de Hollande, se félicite du bilan de ce dernier. Cela montre bien, malgré ses envolées à destination de la jeunesse (« Ayez envie de renverser la table ! ») qu'il est du même acabit que Hollande, à peine prêt à distribuer quelques miettes aux classes populaires.

Émile Grondin

Macron et Estrosi : qui se ressemble s'assemble

Emmanuel Macron et Christian Estrosi ont soigneusement mis en scène leur rencontre à Marseille, samedi 1^{er} avril. Même s'ils ont tenu à dire qu'il ne s'agissait, de la part d'Estrosi, que d'un « accueil républicain », leur poignée de main était bien un geste politique.

Dans la course engagée pour servir à la tête de l'État les intérêts du patronat, Macron se présente aux électeurs comme un candidat qui ne serait lié ni à la droite ni à la gauche. Il prétend ainsi s'exonérer du bilan de François Hollande, alors qu'en tant que secrétaire général adjoint de l'Élysée puis ministre de l'Économie il fut l'un des principaux artisans de sa politique antiouvrière.

Dans son opération de blanchiment politique, Macron se doit d'enranger des soutiens venant des deux camps, et le ralliement à sa candidature de

Manuel Valls, après ceux de Jean-Yves Le Drian et de Bertrand Delanoë, faisait dangereusement pencher la balance du côté gauche. La rencontre avec Estrosi avait donc pour objet de rétablir l'équilibre et de ne pas prêter le flanc à l'accusation d'être « le candidat alternatif de la gauche », ainsi que le qualifie François Fillon.

Ni la personnalité d'Estrosi ni ses idées n'ont de quoi effaroucher Macron, ni d'ailleurs le PS. N'est-ce pas à ce parti qu'Estrosi doit son siège, le PS ayant retiré sa liste au second tour des dernières élections

régionales et appelé à voter pour lui face à Marion Maréchal-Le Pen ? Estrosi s'était fait une spécialité de multiplier les déclarations contre les migrants, et il continue aujourd'hui en déclarant qu'il ne laissera pas s'installer dans sa région des centres d'accueil pour les immigrés, qualifiés de « mini-jungles de Calais ». Cela n'a pas empêché Macron d'accueillir ses déclarations d'amitié et de le saluer lors de son meeting à Marseille comme un « républicain qui a su arrêter le FN ».

Derrière l'image de nouveauté que veut se donner Macron, il y a simplement la continuation des politiques menées par la droite et la gauche dans tous les domaines depuis des décennies.

D.M.

Pour Macron, l'éducation c'est du bidon

Dans son programme, Emmanuel Macron promet de limiter à douze le nombre d'élèves dans chacune des 12 000 classes de CP et CE1 en zone prioritaire. L'idée semble bonne, mais vu les effectifs actuels, cela voudrait dire dédoubler ces classes.

La simple lecture de ses autres propositions montre à quel point cet engagement est une escroquerie.

Macron annonce en effet par ailleurs la suppression de 120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la fonction publique d'État. Or le personnel de l'Éducation nationale constitue à lui seul presque la moitié des fonctionnaires

de l'État. 12 000 classes en plus, cela voudrait dire 12 000 enseignants supplémentaires. Où les prendrait-il, avec la saignée qu'il annonce ?

Autre aberration : pour ouvrir 12 000 classes, il faudrait 12 000 salles de classe en plus, et cela alors que Macron ne parle nulle part de construire ou d'agrandir des écoles. Pour

entretenir ces bâtiments supplémentaires, il faudrait aussi du personnel non enseignant, comme les agents d'entretien embauchés par les mairies. Or Macron prévoit 70 000 suppressions de postes dans la fonction publique territoriale. Et l'on pourrait faire le même raisonnement sur sa proposition d'ouvrir les bibliothèques en soirée et le week-end.

Pour Macron, les propositions en faveur des patrons c'est du sérieux, celles en faveur de la population c'est du vent.

Daniel Mescla

Samedi 3, dimanche 4 et lundi 5 juin : la Fête de Lutte ouvrière à Presles (Val-d'Oise)

La Fête ! Trois jours à passer entre camarades, entre amis, en famille, trois jours à se régaler, à chanter, à se promener, à se cultiver avec des expositions, des débats et des

films. Notre Fête permettra également d'affirmer nos idéaux communistes et internationalistes. Ceux qui le souhaitent pourront échanger des idées, rencontrer des militants d'autres

courants et d'autres pays, en particulier avec nos camarades étrangers qui se revendiquent comme nous de l'Union communiste internationaliste et des idées trotskystes.

Renseignements pratiques et programme sur le nouveau site fete.lutte-ouvriere.org

Les cartes d'entrée, valables les trois jours, sont disponibles. Jusqu'au 7 mai, elles sont vendues au tarif réduit de 12 euros. Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en

vente.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos camarades ou en écrivant à :

Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 Pantin Cedex

Merci d'indiquer le

nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié et de préciser votre numéro de téléphone. Envoi franco.



Le programme social de Le Pen : malheur aux pauvres

Marine Le Pen se prétend amie des petites gens et fait assaut de démagogie à leur égard. Pourtant, son mépris pour les travailleurs et son parti pris congénital pour les patrons affleurent à toutes les lignes de son programme.

En matière de santé, par exemple, le programme de Le Pen dénonce les énormes et réelles carences du système de santé et de Sécurité sociale. Elle promet évidemment d'y mettre fin. Mais, pour tout financement, Le Pen n'évoque que la lutte contre les « arrêts maladie abusifs », les soins aux étrangers, les prestations sociales indues. Comme toute bonne bourgeoise, elle trouve que les pauvres sont douilletts et se soignent trop. Elle n'a pas un mot en revanche sur les bénéficiaires

colossaux des entreprises du secteur, pas un mot sur la ponction opérée par les banques sur la santé publique. Le déficit de la Sécurité sociale, pourtant creusé par les licenciements et le défaut de cotisations patronales, est entièrement mis sur le dos des allocataires et des étrangers.

Le Pen prétend se désoler du chômage. En matière d'emploi, elle ne propose que de s'attaquer aux droits syndicaux, en réduisant la représentation des travailleurs dans les entreprises

de moins de 300 salariés, et, évidemment, de subventionner encore et toujours le patronat. Et elle offre la priorité d'embauche aux citoyens français. Cela ne créerait aucun emploi, mais cela a le mérite pour elle de faire reposer la responsabilité du chômage sur les travailleurs étrangers, et pas sur les patrons licenciés.

La candidate du FN se prononce pour l'abrogation de la loi El Khomri, symbole des attaques du gouvernement Hollande contre les travailleurs. Mais ses propositions en matière d'allongement du temps de travail comme d'organisation du droit syndical en sont une resucée.

Pour toute augmentation

de salaire, Le Pen propose, pour ceux qui gagnent moins de 1 500 euros, une prime de pouvoir d'achat, non chiffrée. Elle serait financée par une taxe sur les importations. Les salariés perdraient ainsi au supermarché ce qu'ils auraient gagné en prime sur la feuille de paye. Les superbénéficiaires des grandes entreprises, des milliards de dividendes versés aux familles bourgeoises ne risquent rien, et surtout pas d'être taxés pour que les travailleurs puissent vivre dignement.

Quant à sa promesse de retour à la retraite à 60 ans, après quarante ans de cotisation, elle ne coûte pas cher, à l'heure où les jeunes entrent sur le marché du

travail bien après 20 ans et connaissent de longues périodes de chômage.

Le programme social de Le Pen est clair : pour les travailleurs étrangers, les coups ; pour ceux que la vie a brisés, communément dénommés « cas sociaux » par les lepénistes, les tracasseries, le mépris, la misère ; pour les travailleurs français, à condition d'être soumis à leur patron, les discours creux aujourd'hui, les poches vides demain, les coups après-demain. Pour les capitalistes, nul contrôle, mais les subventions, les courbettes, et toujours le droit d'exploiter et de licencier.

Paul Galois

Prisons : les promesses oubliées de Hollande

Alors que François Hollande s'était engagé lors de son élection à rendre les prisons « conformes à nos principes de dignité », la surpopulation carcérale atteint aujourd'hui un niveau sans précédent.

Au 1^{er} mars, les prisons françaises comptaient 69 430 détenus pour 58 664 places. Parmi ceux-ci, près de 19 000 sont en détention provisoire, en principe donc, selon la loi, présumés innocents tant qu'un procès n'a pas eu lieu.

Dans la réalité, ce record se traduit par des conditions d'enfermement indignes et par la promiscuité entre prisonniers. La directrice de la maison d'arrêt de Villepinte, en Seine-Saint-Denis, vient ainsi d'écrire aux magistrats que sa prison ne pouvait plus accueillir aucun détenu,

tant elle était surpeuplée. 1 132 personnes y sont incarcérées pour 582 places, soit un taux d'occupation de 201 % chez les majeurs. Les nouveaux condamnés seront donc dirigés vers les autres prisons d'Île-de-France, elles aussi saturées. À Fresnes, le taux d'occupation est de 193 % et à Fleury-Mérogis, la plus grande prison d'Europe, cela ne vaut guère mieux.

Des élus de droite et de gauche ont remis le 4 avril un livre blanc de la pénitencière au ministre de la Justice, préconisant la construction de nouveaux établissements plus petits,

permettant aux détenus de ne pas vivre jusqu'à quatre ou cinq dans des cellules de 9 m², ce qui ne peut que créer des conflits, surtout lorsque les bâtiments sont

dans un état innommable, avec des rats circulant au milieu des ordures.

En plus d'être privés de liberté, les détenus vivent dans des conditions

dégradantes. C'est inhumain, et cela contribue à faire de ces prisons une école de la délinquance, et parfois du crime.

Daniel Mescla



Une cellule dans la prison de Fresnes.

Fil Rouge

Fillon a de gros besoins

Répondant au journaliste Bourdin sur RMC, qui lui demandait s'il était comme tous ces gens ordinaires qui n'arrivent pas à mettre de l'argent de côté, Fillon a fait vibrer la fibre démagogique en disant que non il n'y arrivait pas non plus.

Or Fillon a déclaré l'an dernier un revenu de 23 000 euros par mois. Et, les années précédentes,

l'argent public versé à sa femme pour se tourner les pouces lui était revenu, et même celui de sa fille.

Une véritable éponge à euros !

Ce n'était pas un poisson d'avril

Le 1^{er} avril, des habitants de Calais ont reçu un PV leur enjoignant de payer une amende de 68 euros pour « émission de bruits portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à

la santé de l'homme ».

Quels méfaits avaient-ils commis ? Faire à une trentaine un concert de casseroles, le 21 mars, à la porte d'un meeting de soutien à Fillon, auquel participait entre autres la maire LR Natacha Bouchard. « On a vu arriver la brigade anti-criminalité, la police nationale, la police municipale, ils étaient 50, pour nous qui étions 30 », rapporte le responsable du syndicat Sud-Solidaires de la ville. Bravo la police !

Mélenchon préfère l'impérialisme français

« Il n'y a personne en Europe, à part votre serviteur, qui dit que l'avenir de la défense, de sa patrie, (...) est de sortir de l'OTAN et de sortir de cet engrenage militaire ! », a déclaré Mélenchon.

Nul doute que l'OTAN, dont la naissance remonte à la guerre froide contre l'URSS, soit une organisation de combat de

l'impérialisme dominée par les États-Unis. Mais s'en prendre au militarisme de l'OTAN ne suffit pas. Mélenchon fait la part belle à l'impérialisme français. Quand il critique ses interventions en Afrique, c'est pour reprocher qu'elles ne se fassent pas sous l'égide de l'ONU et avec un vote au Parlement. Il se garde bien de dénoncer clairement ces interventions militaires, comme il se garde en général de dénoncer clairement les capitalistes français.

Mort de Liu Shaoyao : mobilisation populaire et mensonges policiers

Les rassemblements se sont succédé toute la semaine à Paris, pour protester contre le meurtre d'un père de famille de nationalité chinoise de 56 ans, Liu Shaoyao, par des policiers de la Brigade anti-criminalité, le 26 mars, dans le 19^e arrondissement. Dimanche 2 avril encore, place de la République, la police a compté 6 000 manifestants.

L'émotion continue à être grande au sein de la communauté chinoise, et elle va même au-delà. Comment est-il possible qu'un policier enfonce la porte d'un appartement, et tue chez lui, d'une balle en plein cœur, un père de famille au milieu de ses cinq enfants, sans même que la police donne une explication ? Celle-ci se contente de dire que l'enquête suit son cours et le policier responsable de l'homicide continue à plaider la légitime défense, ce qui est démenti par la famille.

Mais, comme pour les bavures policières commises sur Adama Traoré ou Théo, il apparaît au contraire que, loin de vouloir faire la lumière sur ce crime, les autorités cherchent à accabler les victimes ou leurs proches. Fin mars, le journal *Le Parisien* a fait état d'une enquête de la DGSI, la sécurité intérieure, qui aurait reconnu parmi les manifestants un homme lié à la mafia chinoise. Sans impliquer en rien M. Liu, cela montrerait que la mafia serait à la manœuvre

dans les rassemblements de la communauté chinoise de Paris.

Les avocats de la famille Liu dénoncent dans ces révélations de la DGSI une fable et un contrefeu visant à couvrir le meurtre

ou à l'excuser rétrospectivement. Quoi qu'il en soit des manœuvres et des insinuations, un crime a été commis par des policiers à la gâchette facile et qui se croient tout permis. Ces bavures-là n'ont jamais

lieu dans les beaux quartiers, mais toujours dans les quartiers populaires.

La famille Liu et la communauté chinoise de Paris ont raison d'exiger des comptes.

Vincent Gelas



Le rassemblement du 2 avril.

Logement : non aux expulsions !

Depuis le 1^{er} avril, les ménages en situation d'impayés peuvent être à nouveau privés d'électricité, du gaz, ou être expulsés, lorsqu'ils sont locataires.

Les expulsions par la police ou la gendarmerie avaient déjà dépassé 14 000 en 2015. Et c'est sans compter les ménages qui partent d'eux-mêmes sans attendre l'exécution d'un jugement pour éviter ce traumatisme à leurs enfants.

Hollande n'a pris aucune mesure durant son quinquennat, hormis le report de quinze jours de la fin de la trêve hivernale, du 15 mars au 1^{er} avril. Non seulement il n'a pas honoré ses promesses électorales – construction de 2,5 millions de logements intermédiaires, sociaux et étudiants, renforcement de la loi SRU, encadrement des loyers dans les zones tendues – mais même ses propres circulaires. L'une d'elles, de 2012, cosignée à l'époque par Cécile Duflot, ministre du Logement, et par Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, demandait aux préfets de « mettre en œuvre systématiquement le relogement effectif du ménage dans un délai tel qu'il intervienne avant la date à laquelle le concours de la force publique sera mis en œuvre ».

Tout récemment, une instruction, signée par quatre ministres et une secrétaire d'État, demandait

aux préfets d'inverser la tendance, celle de l'explosion du nombre de jugements d'expulsion pour impayés de loyer. Ce nombre a augmenté de 80% depuis le début des années 2000, pour atteindre 126 946 décisions en 2015. Belle hypocrisie ! Comme si l'inversion de cette tendance dépendait d'une circulaire et du zèle de quelques hauts fonctionnaires sans moyens. Le logement est devenu un problème vital pour beaucoup, d'abord à cause de son prix. La seule prévention possible est d'assurer à tous un revenu correct, d'interdire les licenciements et les suppressions d'emplois à l'origine de l'explosion du nombre des impayés de loyers.

Pour mettre fin à la pénurie de logements, la priorité doit être d'en construire chaque année des centaines de milliers, loués à des prix accessibles à tous. Il faut interdire les expulsions locatives et, pour résoudre rapidement les problèmes urgents en cas de nécessité de relogement, il faut réquisitionner les logements inoccupés.

Ce sont certes des mesures radicales, mais l'enjeu, c'est le toit et la vie de millions de personnes.

Jean Sanday

Foyer Auriol Paris 13^e : rénovation oui, expulsion non

Les résidents africains du foyer Auriol, quai de la Gare dans le 13^e arrondissement de Paris, protestent contre une rénovation qui va se traduire par des expulsions et des hausses de loyer.

Ce foyer parisien héberge près de 300 locataires, maliens et sénégalais en majorité. La rénovation est indiscutable : les chambres à trois devraient devenir des chambres individuelles et les espaces collectifs devraient être rénovés, ce qui n'est pas un luxe. Sauf qu'il ne resterait que 154 places sur les quelque 300 actuelles, des chambres dont

les loyers augmenteraient de 25 à 100% !

Alors, que deviendraient les autres résidents ? Ceux qui n'ont pas tous leurs papiers en règle, mais qui travaillent et payent néanmoins leur loyer, où retrouveront-ils une place ?

De plus, une des deux entrées du foyer serait supprimée, ce qui l'éloignerait de l'accès au métro. La cuisine artisanale, qui existe comme dans tous les foyers, serait remplacée par une gestion municipale ou sur appel d'offres. Les salles et espaces collectifs ne seraient plus, comme aujourd'hui, à la libre

disposition des résidents mais devraient être partagés sur un planning géré par la mairie. Enfin, le restaurant serait déplacé et confié à une société privée, avec un prix probablement doublé.

Si rénovation il y a, elle est donc menée n'importe comment. L'organisme gestionnaire, Coallia, qui loge 30 000 résidents, migrants ou personnes âgées, se présente comme un acteur de l'économie sociale et solidaire, qui aurait « dans son ADN l'humanisme et la solidarité ». Il lui reste à le prouver !

Correspondant LO

Santé publique : un déremboursement de plus

À partir du 1^{er} juin, les patients souffrants d'arthrose du genou ne seront plus remboursés des injections d'acide hyaluronique qui servent à lubrifier leurs articulations et les soulagent temporairement.

La ministre de la Santé justifie la mesure au nom d'une nouvelle évaluation de la note attribuée à ce produit par la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux. Face aux protestations des médecins eux-mêmes, elle propose l'utilisation d'un produit de substitution. Mais il n'est remboursé qu'à hauteur de 15% et n'est du coup pas pris en charge par

la plupart des mutuelles complémentaires.

Le but réel de la mesure est d'économiser 68 millions d'euros. Cela représente une goutte d'eau dans les dépenses de santé, mais aura des conséquences bien réelles pour les patients qui bénéficiaient de ce traitement, qui n'a pas vraiment d'équivalent aussi efficace d'après les médecins spécialistes.

Ce sont surtout les malades les plus pauvres qui seront pénalisés, condamnés à espacer ou à renoncer à ces injections. D'après les rhumatologues, cela va entraîner une augmentation des interventions pour mettre

en place des prothèses du genou, alors que le traitement en limitait le nombre et parfois même le besoin.

Une partie du coût de cette opération, facturée entre 7 000 et 13 000 euros, sera à la charge des malades. Mais la Sécurité sociale, qui dépense déjà 800 millions d'euros pour ce type d'opération, devra elle aussi payer plus.

Il s'agit donc d'une politique à courte vue, qui s'en prend avant tout aux malades. Mais, pour que les finances publiques puissent être consacrées avant tout à aider le patronat, il n'y a pas de petites économies !

Gilles Boti

Élections syndicales : la force de la classe ouvrière est dans les luttes

La CFDT serait désormais la première organisation syndicale dans le privé, passant devant la CGT. C'est du moins ce que dit le Haut conseil du dialogue social, qui a compilé les résultats de diverses élections professionnelles dans les entreprises depuis 2013. La CFDT aurait recueilli 26,38 % des suffrages, la CGT 24,86 %.

Laurent Berger, le dirigeant de la CFDT, salue un résultat « historique ». Le président de la CFTC, en progrès elle aussi, explique : « *La confiance se porte vers les syndicats qui négocient.* » Des journalistes complaisants qualifient l'événement de séisme ou de tremblement de terre. Pensez donc : les syndicats « réformistes », autrement dit ceux qui veulent être les auxiliaires et la voix des patrons et du gouvernement, auraient vaincu les contestataires que seraient la CGT et FO.

Certes, la CGT a perdu des voix. Mais au cours de ces quatre années, si le taux de participation aux élections recensées a été de 62,63 % cela ne touche au total qu'une minorité des entreprises : celles où se sont tenues des élections professionnelles. Car, sur 13 millions de salariés du privé, 5,6 millions seulement ont pu voter.

Mais il ne s'agit là que d'élections, qui donnent de la réalité une image bien déformée. Chaque travailleur se retrouve alors isolé, à la merci des illusions sur le dialogue social, sur les négociations, sans parler des pressions patronales qui peuvent être très fortes. Et que dire du choix que

proposent les élections ? Même la volonté de collaboration de classes que la CFDT affiche ne vaut pas forcément pour toutes ses sections ni pour tous ses électeurs. Quant au prétendu radicalisme de la CGT, il mériterait bien des rectificatifs et des nuances.

Ce n'est pas le rapport entre confédérations syndicales, dans les urnes, qui mesure le rapport de force qui compte, le rapport de force entre l'ensemble de la classe ouvrière et la bourgeoisie. Ainsi, au printemps 2016, la quasi-unanimité des travailleurs s'affirmait contre la loi travail, que défendait la CFDT, même si cela ne s'est pas traduit dans les votes.

Quels que soient les résultats des élections professionnelles, l'opinion des travailleurs change radicalement quand ils se relèvent et décident de ne plus accepter les diktats patronaux. Car c'est alors, et alors seulement, qu'ils prennent conscience de leur force et qu'ils sont capables de bousculer les choses, en jetant par-dessus bord les concessions acceptées par des syndicats, fussent-ils majoritaires, dans le cadre du prétendu dialogue social.

Vincent Gelas

Amiante : les empoisonneurs toujours impunis



La marche des veuves et veufs de Dunkerque, le 4 avril.

Mardi 4 avril, les veuves et veufs et victimes de l'amiante de Dunkerque ont à nouveau marché autour du palais de justice de la ville, comme ils l'ont fait à vingt-deux reprises, depuis 2004. Ils exigent une fois de plus qu'un procès pénal se tienne en France contre les responsables de ce scandale, les industriels et promoteurs de l'amiante, leurs soutiens au sein de l'appareil d'État, mais aussi tous les industriels qui ont utilisé ce poison, eux aussi en toute connaissance de cause.

La dangerosité de l'amiante était connue depuis les années 1890, mais les industriels du secteur, Eternit et d'autres, n'ont pas hésité à utiliser ce produit, présenté comme un produit miracle, en dissimulant sa dangerosité auprès de leurs ouvriers, de leurs familles et des riverains des usines comme auprès des utilisateurs. L'amiante tue chaque année trois mille personnes et devrait continuer à tuer jusqu'en 2050. On parle de 100 000, voire 150 000 morts.

Les industriels de l'amiante ont bénéficié de l'appui actif des pouvoirs publics jusqu'en 1997, date bien tardive de l'interdiction de sa fabrication et de son usage : un appui, une protection que l'État continue à apporter sous d'autres formes.

Ainsi, à titre d'exemple, la cour d'appel de Versailles vient de réitérer le non-lieu

pour le dernier PDG de l'usine d'amiante Amisol, à Clermont-Ferrand. Elle était surnommée l'usine-mouroir, car l'air des ateliers était saturé de fibres d'amiante : selon l'inspection du travail, une hécatombe. La plainte a été déposée il y a vingt ans et elle est rejetée pour la troisième fois. Les victimes vont devoir une fois de plus se pourvoir en cassation.

La cour a invoqué ici la prescription des faits. Pourtant, une cour belge vient à l'inverse de repousser cet argument et de condamner Eternit, en argumentant que la prescription ne peut être prise en compte tant que les victimes n'avaient pas conscience du danger.

Et, dans ce sens, les témoignages sont partout accablants. Les ouvriers rentraient chez eux couverts de poussière d'amiante, sans avoir conscience que cette poussière était en

train de les tuer. Leurs compagnes, leurs enfants les aidaient à s'en débarrasser et se contaminaient à leur tour.

Ce crime industriel continue aujourd'hui encore depuis le Canada ou le Brésil, où des industriels, y compris avec la participation d'entreprises françaises, contribuent à amianter le monde entier. On retrouve là les mêmes responsables : des capitalistes en quête de profits, des lobbys comparables à ce qu'était ici le Comité permanent amiante, composé d'hommes d'État et de scientifiques jurant de la non-nocivité de l'amiante, soutenus par l'État avec, en tête, le directeur de l'Institut national de la sécurité censé veiller, en théorie, à la sécurité des salariés au travail.

La fabrication et l'usage de l'amiante sont désormais interdits ici. Il reste un scandale qui n'en finit pas : alors que les victimes de l'amiante doivent mener une bataille tenace pour obtenir justice, les industriels, les lobbyistes du Comité permanent amiante et leurs complices au sein de l'État ne sont toujours pas poursuivis.

Jacques Fontenoy

Femmes de ménage : journée de mobilisation

Mardi 4 avril, à l'appel de syndicats du secteur, des travailleurs du ménage, hommes et femmes surtout, se sont rassemblés, pour dénoncer au grand jour leurs conditions de travail et la faiblesse de leur rémunération.

Ils se surnomment eux-mêmes les « invisibles ». Comme bien d'autres, ils commencent à travailler avant le jour, avant que les bureaux ne se remplissent, et recommencent le soir après qu'ils se sont

vidés. Les longues coupures qu'imposent les donneurs d'ordres limitent le nombre d'heures travaillées, mais pas la fatigue quotidienne. Parce qu'elles ne sont pas prises en compte dans le temps

de travail, elles rendent impossible de gagner sa vie correctement, même en étant sur son lieu de travail du matin au soir. Les travailleurs du ménage ont tenu à rappeler le niveau extrêmement faible des salaires, rarement au-dessus du smic horaire et quasi systématiquement amputés par des contrats à temps partiel imposé. Mettant en avant la revendication d'un treizième mois,

les employés ont rappelé la nécessité d'une hausse générale des salaires.

Les manifestants ont aussi dénoncé les conditions de travail de plus en plus impossibles imposées par les grosses sociétés du secteur, les temps dérisoires impartis pour faire le travail, comme les trois minutes pour nettoyer un bureau dont témoignait l'une d'elles, le paiement à la chambre

dans l'hôtellerie pour des montants indécentes, obligeant à courir tout le temps et à faire des heures non payées pour finir le travail.

Comme les femmes de ménage des palaces parisiens qui avaient obtenu des hausses de salaire ou l'embauche en CDI, les travailleurs du ménage mobilisés veulent sortir de l'invisibilité.

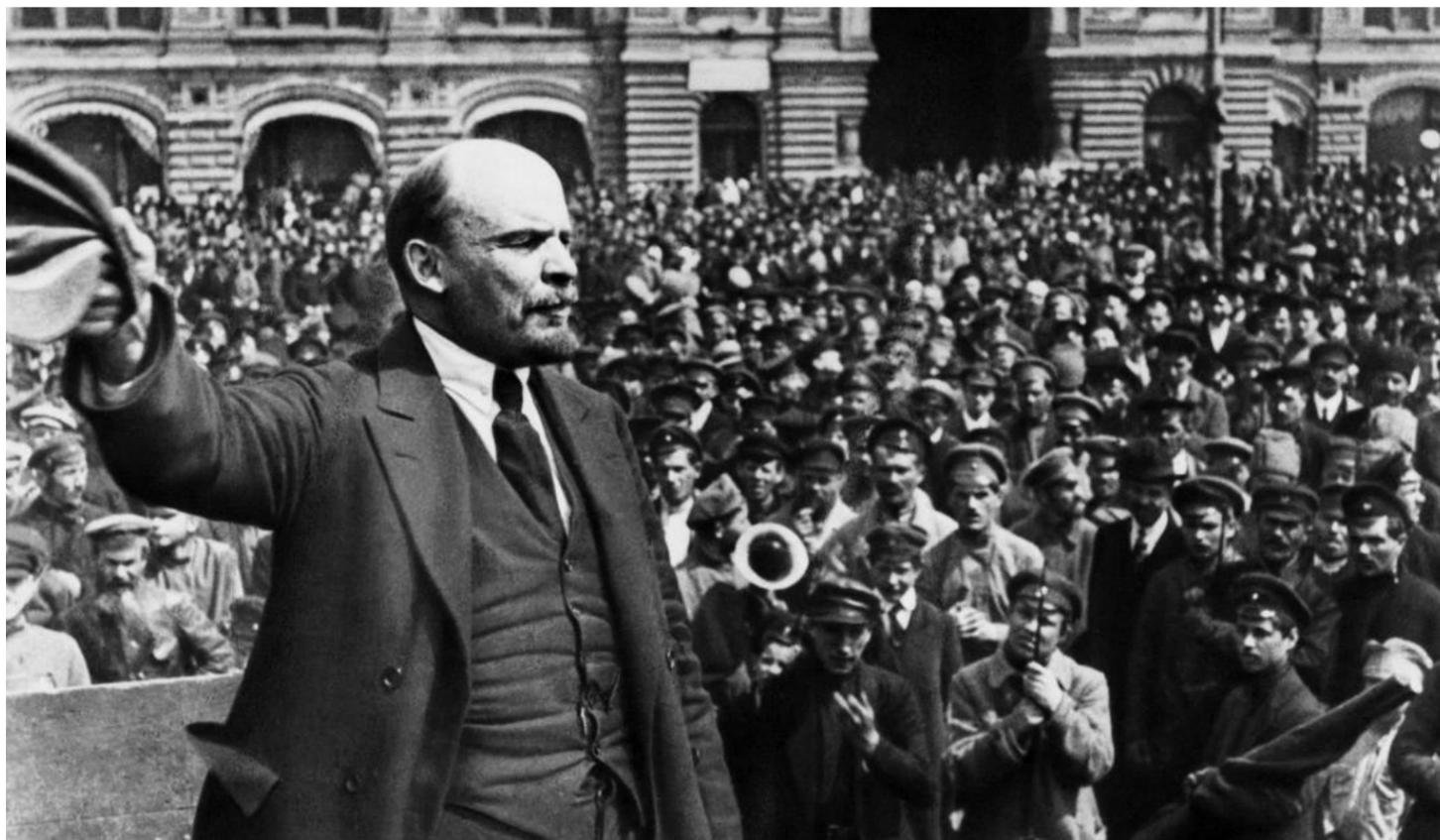
Gilles Boti

Le retour de Lénine et les thèses d'avril

La révolution de Février a abouti à la fin du pouvoir tsariste et à l'installation d'un gouvernement provisoire comprenant des représentants socialistes (mencheviks) et socialistes-révolutionnaires. Les soviets, les conseils ouvriers qui se sont créés durant la révolution, lui accordaient leur soutien, avec l'accord de la direction du Parti bolchevik. Lénine, arrivé le 3 avril (16 avril selon notre calendrier) de son exil de Suisse, va immédiatement combattre cette politique. L'arrivée de Lénine est ainsi décrite par l'historien Soukhanov, alors menchevik: «*Devant la gare de Finlande, la foule remplissait toute la place, laissant à peine passer les tramways. Une magnifique bannière portant l'inscription « Comité central du POSDR (Bolcheviks) », brodées en lettres d'or, dominait d'innombrables drapeaux rouges sous lesquels s'étaient rangées des unités militaires avec leur orchestre. (...) Dans la gare c'était également la cohue: délégations, drapeaux, bannières où l'on exigeait des laissez-passer. (...) Sur le quai, les préparatifs étaient encore plus éclatants: militaires alignés prêts à présenter les armes, drapeaux suspendus, arcs de triomphe rouge et or, inscriptions de bienvenue, mots d'ordre révolutionnaires.*»

« Vive la révolution socialiste mondiale »

Lénine répond ainsi au discours du délégué du soviet de Petrograd venu l'accueillir: «*Chers camarades, soldats, marins et ouvriers! Je suis heureux de saluer en vous la révolution russe victorieuse, de vous saluer en tant que détachement d'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale... La guerre de rapine impérialiste est le commencement de la guerre civile dans toute l'Europe... L'heure n'est pas loin où, à l'appel de notre camarade Karl Liebknecht, les peuples tourneront les armes contre leurs exploiters capitalistes... L'aube de la révolution socialiste mondiale luit... En Allemagne, tout est en ébullition... D'un moment à l'autre, chaque jour, on peut s'attendre à l'écroulement de tout l'impérialisme européen. La révolution russe que vous*



Lénine à une tribune, après son arrivée.

avez accomplie en a marqué les débuts et a posé les fondements d'une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale!»

Ce discours annonce déjà le programme que Lénine va proposer dès le lendemain sous le nom de *Thèses d'avril*. Il y réaffirme qu'il ne faut accorder aucun soutien au gouvernement provisoire et «*démontrer le caractère entièrement mensonger de ses promesses, notamment de celles qui concernent la renonciation aux annexions*». Pour lui, il faut démasquer le caractère impérialiste de la politique du gouvernement provisoire, au lieu de propager l'illusion que ce gouvernement de capitalistes pourrait en changer. Il faut «*reconnaître que notre parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité dans la plupart des soviets des députés ouvriers, en face du bloc de tous les éléments opportunistes petits-bourgeois, tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat, (...) expliquer aux masses que les soviets des députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire. (...) Notre tâche, tant que ce gouvernement se laisse influencer par la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur*

tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques.»

Les thèses provoquent une crise au sein de la direction du Parti bolchevik, où Lénine se retrouve isolé. Le journal du parti, la *Pravda*, écrit: «*Pour ce qui est du schéma général du camarade Lénine, il nous paraît inacceptable dans la mesure où il présente comme achevée la révolution démocratique bourgeoise et compte sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste.*»

La discussion au sein du Parti bolchevik se poursuit pendant des jours, et c'est finalement l'adhésion des ouvriers, de la base du parti, qui permet à l'orientation définie par Lénine de l'emporter.

« Tout le pouvoir aux soviets ! »

Quelques jours plus tard, dans un discours prononcé devant des soldats, Lénine traduisait de manière concrète ce programme révolutionnaire résumé par le slogan «*Tout le pouvoir aux soviets !*»

«*Camarades soldats ! La question de l'organisation de l'État est maintenant à l'ordre du jour. Les capitalistes, qui détiennent aujourd'hui le pouvoir, veulent une république parlementaire bourgeoise, c'est-à-dire un régime sans tsar, mais où le pouvoir reste aux mains*

des capitalistes qui gouvernent le pays au moyen des vieilles institutions: police, corps de fonctionnaires, armée permanente.

Nous voulons une autre république (...). Les ouvriers et les soldats révolutionnaires de Petrograd ont renversé le tsarisme et complètement nettoyé la capitale de toute police (...). La révolution une fois commencée, il faut la consolider et la continuer. Ne laissons pas rétablir la police: tout le pouvoir dans l'État, depuis la base jusqu'au sommet, aussi bien dans le village le plus reculé que dans chaque quartier de Petrograd, doit appartenir aux soviets de députés des ouvriers, soldats, salariés agricoles, paysans, etc.(...)

Seul ce pouvoir, seuls les soviets de députés soldats et paysans peuvent trancher la grande question de la terre autrement que dans l'intérêt des gros propriétaires fonciers, et non bureaucratiquement (...). Les comités paysans doivent la confiscation sans délai (...). Toute la terre doit appartenir à l'ensemble du peuple et ce sont les soviets locaux des députés paysans qui doivent en disposer. Pour que les paysans riches – qui sont eux aussi des capitalistes – ne puissent léser et tromper les salariés agricoles et les paysans pauvres, ceux-ci doivent se concerter, s'unir, se grouper à part, ou bien former leurs propres soviets de députés des salariés

agricoles.

Ne laissez pas rétablir la police; n'abandonnez ni le pouvoir ni l'administration de l'État à des fonctionnaires non élus, non révocables, bourgeoisement rétribués. Unissez-vous, serrez vos rangs, organisez-vous vous-mêmes, sans vous fier à personne, en ne comptant que sur votre intelligence et sur votre expérience, et alors la Russie pourra se mettre en marche d'un pas ferme, régulier et sûr pour libérer notre pays et toute l'humanité aussi bien des horreurs de la guerre que de l'oppression du capital.

Notre gouvernement, qui est un gouvernement de capitalistes, poursuit la guerre dans l'intérêt des capitalistes. (...) Les capitalistes de tous les (...) pays font la guerre pour le partage des bénéfices capitalistes, pour la domination mondiale (...). Il n'est qu'un moyen de sortir de cette guerre effroyable et de conclure une paix qui soit vraiment démocratique (...): le passage de tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers et soldats. Les ouvriers et les paysans pauvres, qui n'ont aucun intérêt à sauvegarder les bénéfices du capital et à piller les peuples faibles, pourront vraiment réaliser ce que les capitalistes ne font que promettre, à savoir: mettre fin à la guerre par une paix durable qui garantira la liberté à tous les peuples sans exception.»



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Débat des onze candidats : avec les travailleurs ou avec le patronat

Le débat entre les onze candidats à l'élection présidentielle organisé par BFM mardi 4 avril aura eu le mérite de montrer qu'ils se rangent en deux camps : ceux qui contestent la domination du grand capital sur toute la société, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou ; et tous les autres qui acceptent la loi du capital et se proposent de gérer la société telle qu'elle est.

Certes, alors que Fillon et Macron posaient aux fondés de pouvoir du grand capital et que Marine Le Pen déroulait sa xénophobie, Mélenchon et Hamon ont eu quelques mots en direction des salariés et quelques envolées estampillées de gauche. Mais pourquoi faudrait-il plus les croire que Mitterrand, Jospin et Hollande, leurs prédécesseurs et leurs modèles ?

Le jeu politicien et sa vacuité ont été évidents durant le long et obscur débat sur l'Europe. Nathalie Arthaud, seule, a souligné que le problème était la domination du capital et que les disputes politiques sur l'euro visaient à masquer cette vérité. Et donc à protéger les capitalistes. Dans leur débat, jamais les

grandes entreprises européennes n'ont été évoquées, alors qu'elles font la pluie et le beau temps, ou plutôt les profits, l'exploitation et les licenciements sur le continent. La façon de parler des travailleurs détachés, rendus responsables alors qu'ils sont exploités comme tous les travailleurs, montrait le camp social des candidats.

De Mélenchon à Le Pen, les prétendants défendent cette société basée sur la propriété privée et le profit individuel. Leurs programmes, pour différents qu'ils soient, ne sont que promesses en l'air car, en fin de compte, la grande bourgeoisie, les Peugeot, Dassault et Bolloré, les grandes banques, les riches actionnaires détermineront la politique de celui qui arrivera au pouvoir. Ainsi



personne ne se souvient plus des promesses de campagne des candidats et présidents successifs, mais chacun a constaté que, une fois élus, ils ont fait la même politique, celle du grand capital. Cela implique la liberté de licenciement, de supprimer des emplois, de bloquer les salaires, de détruire les protections sociales et les services publics utiles à la population. Cela implique la guerre sociale des patrons contre les travailleurs et les guerres étrangères pour défendre les intérêts du capital. Les politiciens qui acceptent la loi du capital peuvent pérorer autant qu'ils veulent, ils feront sa politique. Les trente dernières années le montrent amplement.

La différence entre les deux camps sociaux a été particulièrement claire lors de la dernière question : « Comment comptez-vous rassembler les Français ? ». Nathalie Arthaud a répondu qu'elle s'adressait aux



travailleurs, Philippe Poutou qu'il voulait parler pour les exploités. Tous les autres ont donné leur méthode de rassemblement, c'est-à-dire leur recette pour attacher les travailleurs au char du grand patronat. Car, tant que le capital domine la société, c'est à lui et à lui seul que

profite l'unité nationale. Après l'émission, Nathalie Arthaud a expliqué ainsi sa démarche et résumé tout le sens de sa campagne : « J'ai essayé de mettre en avant les intérêts des ouvriers, des employés, des chômeurs. (...) J'ai pu faire entendre cette voix. »

Paul Galois

Cuve EPR : contrôler les capitalistes, une nécessité vitale

La cuve qui doit contenir le cœur du réacteur du futur EPR de Flamanville est suspectée de nombreuses anomalies. Il s'agit d'une cuve d'un format énorme dans laquelle doit être placé le combustible nucléaire et qui est censée fonctionner durant quarante ans, voire davantage s'il y a des prolongations. C'est la pièce la plus irradiée du réacteur. Il est impossible d'en changer. En cas de défaut il n'existe pas de plan B. Ce n'est donc pas une mince affaire.

Pourtant, ces anomalies évoquées ne sont pas une surprise. En 2005, avant la fabrication de cette cuve, l'ASN, Autorité de sûreté nucléaire, avait mis en garde Areva et EDF sur l'incapacité de l'entreprise choisie, Creusot Forge, de répondre à une telle commande. Le responsable de l'ASN a envoyé courrier sur courrier

à EDF et Areva pour dire ses réticences. Le problème dans la fabrication pourrait rendre la cuve insuffisamment capable de résister aux chocs thermiques qui se produisent à cet endroit. Malgré cela, la cuve fut construite durant un an en 2006-2007 et a fini par être installée dans le réacteur en 2014.

Mais maintenant la cuve est installée et on ne connaît pas le verdict final et si elle est maintenue, les risques pour les populations environnantes.

Le nucléaire est vraiment trop dangereux pour qu'on le confie aux capitalistes. Il est urgent que les travailleurs puissent révéler ce qu'ils constatent comme dysfonctionnement pour empêcher le patronat de préparer des catastrophes, et pas seulement dans le nucléaire.

André Victor

Communiqué de Nathalie Arthaud : soutien aux salariés de Mim

Le tribunal de commerce de Bobigny a avalisé le plan de reprise le plus défavorable de l'entreprise Mim, avec 800 licenciements sur 1 078 salariés, sans compter les 400 CDD présents en moyenne tous les mois et indispensables à l'ouverture des magasins. Selon ce plan de reprise, il resterait 71 boutiques sur les 270 du groupe.

L'actionnaire principal

depuis 2014, la société hongkongaise Main Asia, estime perdre trop d'argent et justifie ainsi son plan. Les salariés, qui ont manifesté mardi, soupçonnent le groupe de s'être entendu avec le fournisseur principal pour vider les caisses de l'entreprise à leur profit.

Je suis entièrement solidaire du combat de ces salariés. Les emplois doivent être maintenus en prenant

sur les profits du groupe et des fortunes de ces capitalistes prédateurs qui s'enrichissent en dépeçant les entreprises qu'ils rachètent. Et il faut imposer la transparence sur les comptabilités réelles de toutes les grandes entreprises et abolir le secret des affaires qui ne sert qu'à masquer les mauvais coups du grand patronat.

Jeudi 30 mars

Affiches, attention !

En cette période de campagne électorale, les affiches fleurissent sur les murs. Nous remercions nos militants et sympathisants, comme tous ceux qui nous soutiennent, de nous aider à faire connaître la candidature de Nathalie Arthaud. Nous leur demandons aussi d'être attentifs, lorsqu'ils apposent une affiche, de ne le faire que sur les emplacements autorisés, en respectant la réglementation en vigueur afin d'éviter contraventions et amendes.

Bonne campagne et merci à tous !





Salaires, allocations, pensions : il faut rattraper l'augmentation des prix

Il est fréquent d'entendre qu'il n'y a pas d'inflation. Mais chacun peut constater que c'est faux.

Quand ce ne sont pas les prix qui augmentent, c'est le poids ou la quantité de produits incluse dans le paquet qui diminue. Et même, avant d'avoir dépensé le premier euro pour les courses, des millions de salariés, de chômeurs, de retraités sont déjà ponctionnés souvent de plus de 35 % de leur budget pour le loyer et les charges locatives, auxquels s'ajoutent plus de 10 % pour les dépenses d'énergie.

Par-dessus tout, depuis des années, les impôts n'ont pas cessé d'augmenter. La TVA, l'impôt le plus injuste a été augmenté par Sarkozy puis Hollande. La CSG l'a

été aussi, y compris pour les retraités. Le tout pèse lourdement sur les budgets des familles populaires.

Cela ne risque pas de s'arranger tant que le smic et les retraites sont revalorisés en fonction d'un indice officiel de prix très éloigné de la réalité. L'augmentation estimée n'est que de 1,2 % sur un an. Comment les experts arrivent-ils à de telles absurdités ? Soit en estimant le poids d'une dépense bien en dessous de la réalité, soit en relativisant à l'extrême l'augmentation des prix. Les loyers, l'eau et l'enlèvement des ordures ménagères par exemple sont comptés pour moins de 8 % des dépenses des ménages ! L'énergie et les produits alimentaires frais, qui ont beaucoup augmenté, sont censés ne peser que pour 2,35 % dans les



dépenses des ménages. Les produits de santé, l'habillement et les chaussures ainsi que les communications sont censés avoir baissé depuis un an, tandis que les services de santé n'auraient augmenté que de 0,3 %. Les hauts fonctionnaires du ministère des Finances qui fabriquent cet indice ont aussi escamoté le déremboursement des médicaments et

l'augmentation des mutuelles et des assurances.

Pour revenir à ce qui se passe sur terre, il faudra que les travailleurs contrôlent eux-mêmes les prix et les tarifs, de façon à exiger des augmentations de salaires, des allocations et des pensions en rapport avec les hausses qu'ils auront eux-mêmes constatées.

Jean Sanday

Retraites : pas en dessous de 1 800 euros net



La manifestation du 28 mars.

Il y a aujourd'hui plus de 16 millions de retraités dans le pays. Beaucoup doivent survivre avec une retraite misérable, une partie d'entre eux se retrouvant en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 840 euros par mois.

La loi se contente de garantir une retraite minimum de 629,62 euros par mois pour le régime général des retraités du privé, pour les salariés ayant rempli les conditions de cotisations, indépendamment des retraites complémentaires. Et pour tous les autres, les femmes s'étant arrêtées pour élever

leurs enfants, ou les hommes s'étant lancés dans des activités autres que salariées, il ne reste alors que les 803 euros par mois pour une personne seule et 1 247 euros garantis du minimum vieillesse pour un couple, l'allocation rebaptisée allocation de solidarité aux personnes âgées, l'Aspa. C'est-à-dire moins que le seuil de pauvreté.

La revalorisation des pensions de retraites, l'assurance de pouvoir vivre et non seulement survivre avec sa pension de retraite, ce qui ne peut passer que par un minimum de 1 800 euros net

par mois, est une revendication vitale pour des millions de retraités. Les capitalistes assurent à tous leurs hauts cadres des sociétés industrielles, financières et commerciales non seulement un haut salaire, même en cas de licenciement, mais aussi une retraite très confortable jusqu'à la fin de leur jour. Assurer une retraite digne à tous ceux qui se sont usés au travail pour garantir la richesse de cette classe parasite est bien la moindre des choses. Il faut l'affirmer à l'occasion de cette élection.

Paul Sorel

Réunions publiques

Nantes

Vendredi 7 avril, à 20 h 30

Salle Bretagne
23, rue
Villebois-Mareuil

Marseille

Samedi 8 avril, à 16 heures

Le Château des fleurs
16, boulevard Michelet

Lyon

Mercredi 12 avril, à 20 heures

Salle Joliot-Curie
68, boulevard Joliot-Curie à Vénissieux

Lille

Mercredi 19 avril, à 19 heures

Salle du Gymnase,
place Sébastopol
Métro : République

Dans les médias

Samedi 8 avril à 23 h 30 : Invitée de *On n'est pas couché* sur France 2.

Mardi 11 avril à 6 h 20 : France Inter, à 8 h 30 : France Info TV, invitée de *La matinale* et à 18 h 30 : Public Sénat, invitée dans l'émission *L'épreuve de vérité*.

Mercredi 12 avril à 8 h 30 : BFM TV, invitée de *Bourdin Direct* et à 20 h 45 : Paris Première, invitée dans l'émission *Zemmour et Naulleau*.

Jeudi 13 avril à 20 h 20 : Journal de 20 heures de TF1.

Vendredi 14 avril à 7 h 45 : RTL et à 8 h 40 : LCI.

Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.

Faire entendre le camp des travailleurs

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer :

Pas un salaire, pas une retraite à moins de 1 800 € net !

nathalie-arthaud.info

Faire entendre le camp des travailleurs

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer :

Nos emplois, nos salaires, nos retraites avant les dividendes des actionnaires !

nathalie-arthaud.info

Faire entendre le camp des travailleurs

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer :

Sa fierté d'appartenir au camp des travailleurs

nathalie-arthaud.info

Grande-Bretagne : le Brexit day, ce qu'il est et ce qu'il prétend être

Le 29 mars est B-Day, le jour choisi par Theresa May pour invoquer l'article 50 du traité de Lisbonne qui définit, en termes très vagues d'ailleurs, la procédure à suivre par un pays membre pour quitter l'Union européenne (UE).

C'est donc en ce B-Day que May commencera à faire dériver la galère britannique le plus loin possible de l'Union européenne. Enfin, pas si loin que ça en fait. Car, au-delà de la rhétorique politique, même les plus virulents des ministres pro-Brexit se sont mis à mettre de l'eau dans leur thé à l'approche du B-Day.

Il faut dire qu'après la grande finance l'EEF, la puissante fédération des industries de production (45 % des exportations britanniques), est entrée en lice. Et ses dirigeants n'ont pas mâché leurs mots. En réponse à May, qui disait récemment qu'il valait mieux « pas d'accord commercial avec l'UE qu'un mauvais accord », l'EEF affirme qu'elle ne veut pas de cette impasse.

C'est que plus de la moitié des exportations de l'EEF vont vers l'UE, et près de 65 % de ses importations en viennent. Les multinationales qui dominent l'EEF (britanniques ou pas) ont depuis longtemps organisé leur production en fonction d'une division du travail à l'échelle européenne. Dans une voiture assemblée en Grande-Bretagne,

par exemple, environ 60 % des composants sont fabriqués dans le reste de l'UE. Certaines pièces sont même importées plusieurs fois, comme la transmission de la Mini (voiture haut de gamme assemblée près d'Oxford par BMW) qui traverse trois fois la Manche avant l'assemblage final.

Autant dire que le retour de droits de douane entre la Grande-Bretagne et l'UE entraînerait une hausse importante des coûts de production pour ces industriels, et donc une baisse de leurs profits.

Mais ce n'est pas la seule raison de leur hostilité au Brexit dur envisagé par May. C'est ainsi que les migrants de l'UE constituent environ 10 % de la main-d'œuvre qualifiée de ces industries et, si la libre circulation des travailleurs européens venait à prendre fin, elles risqueraient rapidement de se retrouver à court de professionnels.

C'est d'ailleurs ce qui se passe d'ores et déjà dans un tout autre secteur, celui de la santé. Parmi le personnel infirmier, environ 7 % viennent de l'UE. Or, avec la perspective du Brexit, le recrutement mensuel d'infirmiers en provenance de

l'UE a baissé de 75 %, de 800 par mois à 194 aujourd'hui. Or, même dans le cadre du budget actuel, déjà très insuffisant par rapport aux besoins, 24 000 postes d'infirmiers qualifiés ne sont pas pourvus !

Mais il y a encore bien d'autres choses, dans le processus qui s'engage, qui ne suivront pas le cours promis par les chantres du Brexit. En particulier, s'il devait y avoir des changements dans les réglementations définissant les produits commercialisables de part et d'autre de la Manche, cela pourrait entraîner des surcoûts importants pour les entreprises britanniques. Elles ne veulent donc pas en entendre parler.

C'est pourquoi le gouvernement May doit présenter un projet de loi destiné à intégrer en bloc à la loi britannique l'essentiel des 19 000 textes réglementaires de l'UE. Mais toutes les réglementations de l'UE ainsi intégrées en bloc pourront être modifiées à volonté par le gouvernement, sans en passer par l'approbation du Parlement mais, en plus, toutes les lois votées dans le passé pour se conformer aux directives européennes pourront l'être également. Autant dire que le Parlement n'est pas près de regagner sa fameuse souveraineté.

Or si, parmi les directives nouvellement



Theresa May : "fermez la et laissez-moi faire".

intégrées, figurent surtout des réglementations techniques et commerciales, en revanche, parmi celles qui sont déjà intégrées, figurent en particulier toutes les directives à caractère social.

Dans ce pays où le Code du travail n'existait pour ainsi dire pas, le peu de législation sociale venue de l'UE avait marqué un certain progrès pour des millions de travailleurs, en particulier dans les PME. C'est par ce biais qu'ont été introduites les premières mesures légales limitant la durée du travail, instituant des repos compensateurs et des congés payés obligatoires, réglementant certaines formes de travail précaire, etc. Et même si ces réglementations sont insuffisantes et pas toujours respectées, elles constituent pour beaucoup une certaine protection contre l'avidité du patronat.

Or ce sont justement

ces réglementations-là que May, avec cette fois le soutien du patronat, a dans le collimateur. L'un de ses objectifs avoués est une flexibilité encore plus grande dans les conditions d'emploi. Quand on sait que la quatrième banque du pays, la filiale britannique du groupe espagnol Santander, en est aujourd'hui à tester la résistance des travailleurs en proposant des contrats d'embauche (illégaux) où elle ne s'engage à fournir qu'une seule heure de travail payée par mois, il n'est pas difficile d'imaginer comment le patronat va s'entendre avec le gouvernement May pour faire du Brexit un prétexte à la curée contre leurs droits.

Reste à voir que les travailleurs britanniques ne se laissent pas faire et que May et ses mentors patronaux se trouvent finalement confrontés à leur colère.

François Rouleau

Colombie : une catastrophe pas si naturelle

Mardi 4 mars, le bilan officiel du glissement de terrain qui a frappé la ville de Mocoa, au sud de la Colombie, aurait entraîné la mort de 262 personnes et autant de blessés. Ce bilan provisoire devrait s'alourdir car de nombreuses personnes sont portées disparues.

Pendant deux jours, à partir du vendredi 31 mars, des pluies torrentielles sont tombées sur la ville de Mocoa, soit en quelques heures l'équivalent de ce qui tombe en un mois habituellement. Les pluies ont entraîné la crue de cinq cours d'eau qui, à leur tour, ont déclenché des coulées de boue, arrachant roches et végétaux et emportant les habitations.

Depuis, le gouvernement du président Santos a décrété l'état de catastrophe publique, pour faciliter le travail des secours dans une région difficile

d'accès. Les survivants sont privés d'eau et d'électricité.

Mais des organisations environnementales ont fait savoir que le bilan aurait pu être moins lourd, si l'État avait tenu compte des avertissements conjoints d'une agence régionale, Corpo Amazonia, et du gouvernement du département de Putumayo, dont dépend Mocoa. En juillet dernier, ils recommandaient, en raison des risques de glissements de terrain, l'évacuation d'une partie de la ville, notamment le quartier qui vient d'être le plus frappé. Dans la zone en question,



les habitations avaient été construites sur d'anciens lits de rivières voisines.

Une autre cause a joué contre les habitants. La zone est très touchée par la déforestation, qui favorise les glissements de terrain. En effet, selon la FAO, 1,7 million d'hectares de forêts ont été détruits en Colombie pour y faire pousser

la coca. Et le Putumayo est un des départements qui ont été trop déforestés.

À ce bilan environnemental défavorable, il faut ajouter que la guerre civile qui a marqué la Colombie a entraîné d'importants déplacements de population, qui ont amplifié une urbanisation déjà anarchique.

Dans toute l'Amérique

latine, quand il est question de loger les plus pauvres, il n'est question ni de plan d'urbanisation ni de permis de construire. ce qui a pour conséquence, en cas d'inondations ou de glissements de terrain, que ce sont les populations déshéritées qui payent au prix fort le chaos capitaliste.

Jacques Fontenoy

Russie : après l'attentat de Saint-Petersbourg

L'attentat dans le métro de Saint-Petersbourg, lundi 3 avril, a fait une douzaine de morts et plusieurs dizaines de blessés. Cet attentat ayant eu lieu durant une visite officielle du président russe Poutine à Saint-Petersbourg, cela lui donne une résonance que le Kremlin s'est empressé d'exploiter. Son chef, Poutine, y apparaît comme la cible des terroristes. Et c'est ainsi que le pouvoir russe, dès le lundi soir, a cherché à mettre en scène ces événements sanglants. Il y ajoute une deuxième pose : celle de Poutine en protecteur du peuple russe contre le terrorisme.

Cette ficelle, Poutine en avait déjà fait sa marque de fabrique à l'époque où il avait succédé à Eltsine, fin 1999. En effet, entre le moment où Eltsine l'avait choisi et celui où son successeur s'était fait élire président, trois mois s'étaient écoulés durant lesquels une vague d'attentats répétés et très meurtriers s'était abattue sur le pays. S'ils n'ont jamais été élucidés et s'ils ont tous été entourés de circonstances très troublantes, où apparaissaient la main des services de police, c'est sans doute que la police politique et les services secrets (où Poutine avait fait carrière) avaient laissé commettre ces attentats, voire, dans certains cas, y avaient directement aidé. En tout cas, tout s'était passé comme si cette vague de terreur avait été planifiée afin de permettre à Poutine, ce quasi-inconnu succédant à Eltsine à la tête du pays, de poser à l'homme fort, de se faire élire président et de lancer dans la foulée la deuxième guerre de Tchétchénie, en soudant la population russe derrière lui.

Cette fois-ci, Daech ou d'autres mouvements de la mouvance du terrorisme islamiste peuvent vouloir montrer au public qu'ils visent, dans le monde mais aussi dans le Caucase russe notamment, et pas seulement en Tchétchénie, ainsi que dans les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, qu'ils peuvent frapper n'importe où au cœur des puissances qui leur font la guerre. Et, dans le cas russe, il s'agit d'un État qui mène une guerre dont on parle moins maintenant, mais qui continue dans certaines régions de traditions musulmanes. Donc, un attentat de Daech en Russie n'est pas une hypothèse à exclure, vu la politique guerrière du Kremlin.

Cela étant, force est de constater que cet attentat survient à point nommé pour Poutine, son Premier ministre Medvedev et le régime en général. En effet, ces derniers temps, ils ont été directement la cible d'une protestation qui s'est exprimée dans la rue. Dimanche 26 mars, on a ainsi assisté à de grandes et nombreuses manifestations non



autorisées, les premières depuis 2011. Ces manifestations entendaient dénoncer la corruption, et le pouvoir qui en profite et la protège. Elles font suite à la diffusion, bien sûr non autorisée, d'un film réalisé par Alexeï Navalny, qui met notamment en cause l'immense empire immobilier que s'est constitué par des moyens frauduleux le Premier ministre, et qu'il gère pour son compte et pour celui d'oligarques amis.

Ce film a fait sensation : il a été vu par 14 millions de personnes sur le Net, bien plus que n'importe quel film commercial. Et cette mise en cause des puissants a fait que, outre des petits bourgeois du monde des affaires, des jeunes lycéens et étudiants nouveaux venus à la vie politique, il y avait dans les manifestations et rassemblements des

retraités, des travailleurs. Et ce qu'ils exprimaient, quand certains prenaient la parole, c'était des problèmes qui touchent directement les travailleurs : les salaires non versés, les routes laissées à l'abandon, les écoles et l'éducation qui manquent de subventions... Ils posaient des questions bien plus larges que le seul problème de la corruption. Ils dénonçaient le fait que le système bureaucratique-mafieux fonctionne au détriment de larges couches de la population, en particulier des classes populaires.

Dimanche 2 avril, des tentatives de recommencer pareilles manifestations ont été réprimées dans l'œuf à Moscou, avec des dizaines de nouvelles arrestations. La place Pouchkine, lieu de rassemblement des manifestants, a aussitôt été entourée de hautes

palissades pour la rendre inaccessible au public, sur fond de présence policière renforcée. Cela aura-t-il un effet durablement dissuasif ? En tout cas, ce ne sont pas des palissades qui pourraient masquer les tares du système et le fait que, malhonnête (avec Poutine) ou supposé honnête (si on l'épurait, comme le laisse entendre Navalny), il fonctionne sur le pillage de l'économie et de la population par une minorité de bureaucrates, d'affairistes et de nouveaux bourgeois.

Les morts et les blessés de Saint-Petersbourg, ainsi que le second attentat qui y aurait été déjoué, suffiront-ils à faire oublier tout le reste aux classes populaires de Russie ? Personne n'a la réponse. Mais c'est ce qu'espèrent Poutine, Medvedev et leurs pareils.

Pierre Laffitte

États-Unis – Égypte : le dictateur Sissi reçu par Trump

Yes, we can : c'est ce qu'a dû se dire le président Trump en accueillant l'ex-maréchal Sissi, dirigeant-dictateur d'Égypte, à la Maison-Blanche le 3 avril. Son prédécesseur Obama s'était en effet toujours refusé, symboliquement en tout cas, à le faire.

C'est « un gars fantasmatique », qui « a pris le contrôle de l'Égypte, vraiment pris le contrôle », disait Trump de Sissi il y a quelques mois. Et, même si l'entrevue ne présente pas la totalité du décorum d'une visite officielle, c'est bien un allié précieux que le président américain a reçu et couvert de louanges et de dollars.

On peut supposer que leurs échanges n'auront pas

porté sur les droits bafoués des Égyptiens qui font grève, qui manifestent, qui contestent le régime, ou même simplement qui expriment, sur les réseaux ou dans la presse, des opinions contraires à celles d'al-Sissi. Il n'aura pas été question des 912 victimes de « disparition forcée » recensées par la commission égyptienne des droits et libertés entre août 2015 et août 2016. Pas davantage des 433 détenus maltraités ou

torturés reçus en neuf mois par le centre al-Nadim du Caire, spécialisé dans l'aide à la réadaptation des victimes de tortures et de violences. Il n'aura pas été question des locaux et de la clinique de ce centre, placés sous scellés depuis début février dernier, de sa responsable interdite de quitter le pays. Les deux hommes n'auront pas évoqué les ONG égyptiennes muselées ni leurs militants traqués. Des militants des droits, juristes, avocats, sont interdits de sortie du territoire, ou mis en arrestation, comme Azza Soliman, responsable de l'association d'assistance juridique aux

femmes égyptiennes.

Sissi montrerait, selon Trump, « une compréhension profonde de ce qui se passe dans la région [proche-orientale] et en Égypte en particulier ». Est-ce qu'il a cherché des solutions à la situation désastreuse de la population égyptienne, dont au moins un tiers vit sous le seuil de pauvreté, dans l'incapacité de se procurer les médicaments au prix devenu insupportable depuis la dévaluation de la livre égyptienne ? Est-ce qu'il a évoqué l'augmentation du carburant, du sucre, du gaz, de l'huile, les salaires très insuffisants

et les multiples protestations contre des patrons milliardaires ?

Non, bien sûr. L'argent que Sissi est venu chercher, c'est le prolongement de l'aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars, et la compréhension que Trump attend de lui, c'est celle des intérêts des grandes puissances, en particulier des multinationales américaines, dans cette région du monde où, avec l'Arabie saoudite et la Jordanie, le gouvernement égyptien aspire à faire régner l'ordre impérialiste.

Viviane Lafont

Allier : les travailleurs du public attaqués

Lundi 27 mars, plus de 200 travailleurs de l'hôpital de Vichy sont allés manifester devant leur direction. Ils l'avaient décidé en assemblée générale, après avoir appris comment la direction allait appliquer le plan de 1,1 million d'euros d'économies.

Ce plan d'économies a été dicté par l'ARS (Agence régionale de santé) dans le but de faire passer le déficit de l'hôpital de 3 à 2 % ! Il prévoit 500 000 euros d'économies sur les salaires et 600 000 euros sur les prestations médicales et hôtelières, ce qui entraînerait environ vingt suppressions de postes, qui s'ajouteraient à la perte d'une trentaine de postes depuis 2015.

Le personnel en a assez et l'a dit en manifestant. Il veut un rendez-vous d'urgence avec l'ARS, pour lui faire savoir qu'il est là pour soigner les patients dans les meilleures conditions, et non pour faire des économies pour payer les intérêts des banquiers !

Par ailleurs, en mouvement depuis la manifestation nationale du 14 mars, les pompiers du département de l'Allier ont décidé le 27 mars d'aller plus loin. En effet la direction du SDIS (Service départementaux d'incendie et de

secours) n'a à proposer face à leurs revendications que des groupes de travail.

Ils sont en grève essentiellement pour les effectifs. Quand il y a des départs en retraite ou des mutations, il faut attendre huit mois pour avoir un remplaçant, et ajouter quatre mois de formation, ce qui fait un an sans qu'un poste soit pourvu ! Et, comme huit départs sont prévus dans les prochains mois, les conditions de travail vont encore s'aggraver.

Les pompiers veulent que les remplacements se fassent immédiatement. Tout cela est bien sûr lié au budget, qui est insuffisant pour faire fonctionner les services de secours. Cela se retrouve dans la façon de calculer les heures de travail, puisqu'ils ne sont payés que dix-sept heures quand ils travaillent vingt-quatre. Aux heures de service, il faut ajouter les heures de formation, formation personnelle et formation des pompiers volontaires, ce qui fait exploser les compteurs.

Les pompiers du département, tout comme les hospitaliers, sont en colère et bien décidés à obtenir les effectifs nécessaires.

Correspondant LO

Beaubourg - Paris : la grève continue

Le centre Georges-Pompidou était toujours fermé mardi 4 avril. Après une première journée d'action le 9 mars, les salariés se sont lancés dans une grève reconductible depuis le 28 mars dernier.

Leur premier objectif était de se faire entendre de leurs employeurs, quitte à empêcher la tenue du dîner de gala à 900 euros le couvert offert aux mécènes du musée, des bourgeois venus du monde entier. Il a dû être annulé à la dernière minute. Sans les petites mains du centre, en l'occurrence les agents de sécurité, même les agapes entre privilégiés ont du mal à se tenir.

Sous prétexte de lutte contre la précarité dans les services publics, l'État a décidé de contraindre l'ensemble des salariés du centre, un millier environ, à devenir fonctionnaires. Avant l'ouverture du centre qui allait porter son nom, le président Pompidou avait insisté lui-même pour que les employés soient tous des

contractuels, au nom « de la souplesse d'une structure culturelle », leur imposant un statut précaire. Aujourd'hui, l'État veut faire entrer 800 d'entre eux dans la fonction publique. Loin d'être un cadeau, cela reviendrait à faire baisser leurs salaires de 10 à 30 %. D'autres pourraient perdre leur poste, soustrait à des entreprises privées. Même le directeur du centre, un peu gêné, n'a pas osé démentir devant la presse, confirmant que le nouveau contrat de travail serait « beaucoup moins avantageux ».

Les grévistes sont déterminés. Dénonçant le ministère de la Culture qui a dissimulé jusqu'au bout les informations pour faire passer ses mauvais coups, ils refusent toute baisse de salaire et tout recul dans leurs conditions de travail. Comme ils le résumant avec l'énergie que donne la lutte collective, ils ne sont pas prêts à se laisser plumer.

Correspondant LO

Numen - Meyzieu (Rhône) : mobilisés contre la fermeture

Jeudi 30 mars, les 19 salariés de Numen Satel-Cidel du site de Meyzieu, dans le Rhône, se sont mis en grève pour imposer leur présence à toutes les réunions où vont se discuter les conditions de leur licenciement et obtenir des indemnités acceptables.

Le groupe Numen, spécialisé dans la numérisation, l'édition et le façonnage de chèques pour de grandes banques, des chèques de table émis par Natixis pour la métropole de Lyon, appartient à Hélène Fraikin, héritière des camions de location du même nom. Depuis des années, Numen s'agrandit en rachetant des entreprises puis en supprimant des emplois. En janvier, les travailleurs de Meyzieu ont appris que leur site serait fermé d'ici l'été. Cette fermeture avait été préparée dans le secret, depuis des mois, en transférant certaines productions vers des sites pourtant débordés.

Pour ne pas être licenciés avec le minimum légal, les salariés de Meyzieu ont décidé de se battre. Ils n'ont ni syndicat ni représentants du personnel, mais sont très soudés. Ils en font une question de dignité. Ils ont pris contact avec Nathalie Arthaud, qu'ils avaient entendue à RMC, pour médier leur situation. Ils ont convoqué la presse locale puis se sont mis en grève le jour où ils devaient livrer les chèques de table des 7 000 salariés de la métropole de Lyon. En même temps qu'ils s'adressaient à Gérard Colomb pour lui demander de peser sur leur direction, ils prenaient contact avec la CGT

de la métropole pour faire parvenir aux salariés un message expliquant le retard de la livraison de leurs chèques et faisant appel à leur solidarité.

Gênée que les travailleurs des autres sites du groupe reçoivent des messages des grévistes, craignant la contagion, la direction du groupe a fait bloquer à distance leurs boîtes mail. Elle a fait éditer en un temps record, probablement par un concurrent, les chèques de la métropole, privant les grévistes d'un moyen de pression important.

Trois jours de grève ont obligé le PDG du groupe à accepter de rencontrer une délégation dans les prochains jours. Les grévistes restent déterminés à maintenir la pression pour obtenir des conditions de départ correctes.

Correspondant LO

Velib' : les salariés ne veulent pas être roulés



Les salariés de Cyclocity, la filiale de Velib' de JCDecaux, qui assurent le fonctionnement des vélos en libre-service sur plusieurs communes de l'agglomération parisienne, se sont à nouveau mobilisés le 4 avril pour défendre leurs emplois. Mécaniciens, téléopérateurs, agents de régulation, magasiniers, ils sont 315 pour tout faire tourner. Payés à peine au-dessus du smic par leur ancien patron, ils sont maintenant menacés de perdre leur travail avec le

changement d'opérateur en cours.

La société JCDecaux est en train de perdre le marché des vélib', repris par Smoove, une start-up qui a proposé des prix de revient inférieurs, tout en répondant à la demande du syndicat mixte dominé par la ville de Paris, en charge de ce service, de faire passer le nombre de vélos à disposition de 18 000 à 30 000.

Dans l'appel d'offres, la mairie de Paris n'a même pas introduit de clause visant à protéger les emplois.

Les salariés mobilisés se sont donc rassemblés devant l'hôtel de ville pour réclamer qu'aucun emploi ne soit supprimé.

Les sociétés se battent entre elles pour obtenir les marchés, et les pouvoirs publics savent parfaitement sur qui vont retomber les économies qu'ils prétendent faire. Les salariés de Cyclocity ont toutes les raisons de se montrer déterminés à ne pas faire les frais de la concurrence entre les capitalistes.

Gilles Botti

GM&S Industry – La Souterraine : en lutte pour les emplois



Jeudi 30 mars, 170 travailleurs de l'usine d'équipement automobile GM&S Industry, sous-traitant de PSA et Renault, partis à 4 h 30 en cars de La Souterraine dans la Creuse, se sont rendus devant le site de PSA Poissy. De 9 heures à 22 heures, ils se sont rassemblés aux portes de l'usine, faisant brûler palettes et pneus convoyés depuis la Creuse. Ils se sont adressés aux travailleurs de PSA et ont pu voir les marques de solidarité en retour.

Depuis novembre 2016, l'entreprise de La Souterraine est placée en observation judiciaire et les travailleurs voient chaque mois le chômage partiel augmenter. Derrière les liquidations, les achats et les reventes de l'entreprise, qui a changé des dizaines de fois de propriétaires et de nom depuis la fin des années 1990, avec à chaque fois des centaines de travailleurs mis au chômage, Renault et Peugeot, les donneurs d'ordres, sont en fait les vrais patrons. Les milliards de profits de ces deux grands groupes proviennent aussi de l'exploitation des travailleurs de GM&S. Aujourd'hui, Renault et PSA ont sans doute trouvé plus rentable d'aller ailleurs et, malgré toutes leurs promesses, ils diminuent les commandes.

Les travailleurs se sont d'abord adressés aux élus du département et de la région, au Premier ministre et même à Hollande : cela leur a valu de beaux discours des « *On vous tient au courant* » mais, comme ils le disent, « *rien n'avance* ».

Si, d'audience en audience du tribunal de commerce, l'entreprise n'a pas été mise en liquidation, c'est que les 283 salariés ont multiplié les actions : blocages d'autoroute, envahissement du conseil régional. Et surtout ils se sont tournés vers les vrais responsables : manifestations devant les concessions Peugeot et Renault de la Haute-Vienne et de la Creuse, manifestations devant des entreprises PSA et Renault de l'Allier et de l'Yonne. Ils ont obtenu de l'argent pour faire tourner

l'usine quelques mois et payer leurs salaires amputés par le chômage partiel.

Grâce à la journée à Poissy, ils ont obtenu 2 millions supplémentaires de PSA, 1 million et demi de la part de Renault, ce qui est encore insuffisant. Ils ont aussi obtenu de traiter directement avec les directions de PSA et Renault.

La lutte est loin d'être terminée, mais l'accueil chaleureux que les militants et les travailleurs de Poissy leur ont réservé, la fierté d'avoir été un grain de sable qui a enrayé au moins pendant quelques heures la machine à profits de PSA, ont rechargé les batteries et ils ont bien l'intention de faire encore parler d'eux !

La direction de PSA l'a bien compris et a profité du week-end pour vider les stocks de son usine de Saint-Ouen et les transférer dans ses usines terminales, afin de leur assurer deux jours de production en cas de blocage de Saint-Ouen.

Si PSA peut s'offrir Opel avec ses 2,15 milliards de profits en 2016, il peut maintenir les 283 emplois de GM&S.

Correspondant LO

AR Carton – Cholet : la grève a payé

Spécialisée dans la fabrication de cartonnages pour les produits alimentaires, l'entreprise AR Carton à Cholet compte près de 200 salariés. En février, la direction avait annoncé une baisse de l'intéressement, qui tombait à 200 euros. Le syndicat CGT avait répliqué par une affiche où il était écrit que les travailleurs ne faisaient pas la mendicité et qu'ils n'étaient pas aux Restos du cœur.

Vexée, la direction a annoncé qu'elle retirait donc 25 euros sur la prime d'intéressement, pour les donner... aux Restos du cœur. C'était bien sûr une provocation. Puis, lors des négociations salariales, la direction a proposé une augmentation des salaires de 0,7 %, ce qui a été ressenti comme une nouvelle provocation.

Mercredi 22 mars, les travailleurs se sont donc mis en grève, avec occupation de l'usine. Ils étaient une centaine, soit la très large majorité des ouvriers de production. Les machines étaient à l'arrêt et les chefs avaient bien du mal à en mettre une en marche. Les blagues ont fusé sur le thème : « *Ils n'ont jamais autant travaillé !* » Les jours suivants, la direction a proposé une augmentation de 1,2 %, mais la grève a continué.

Mardi 28 mars, le directeur général s'est déplacé sur le site de Cholet pour s'adresser aux grévistes. « *C'est la catastrophe, nous allons perdre le marché de Danone* », a-t-il prétendu. Il a alors mis sur la table une hausse des salaires de 1,2 % à partir de janvier 2017 et de 0,4 % en septembre 2017, le paiement d'une

journée de grève et une prime de 100 euros. Puis les chefs se sont mêlés aux grévistes pour discuter par petits groupes et essayer de casser le mouvement.

Après un moment de flottement, une assemblée générale s'est réunie plus loin, où seule la présence des grévistes était autorisée. Une discussion s'est engagée sur la nécessité de rester soudés et de ne pas se laisser diviser, et aussi sur le fait que c'était à l'assemblée générale de prendre les décisions. Les grévistes ont alors décidé de voter pour une augmentation de 1,6 % dès le 1^{er} janvier et la somme de 100 euros net par jour de grève – ce qu'ils ont obtenu dans la journée, à la suite d'une dernière entrevue avec le patron. De plus, les 25 euros ont été remis sur l'intéressement.

Les travailleurs d'AR Carton ressortent de cette semaine de lutte avec un sentiment de victoire. Ils ont gagné en confiance, en dignité, en solidarité. Les coups de klaxon n'ont pas manqué en quittant la zone industrielle. On peut même dire que 100 euros net par jour de grève, c'est une incitation à remettre le couvert !

Correspondant LO

PSA : Une plus-value payée par les travailleurs

L'État revend ses parts du groupe automobile PSA à une banque publique d'investissement, la Bpifrance. Mais, au passage, cette transaction se solde par une plus-value de 1,12 milliard, puisque les 12,5 % d'actions PSA, achetés 800 millions il y a quatre ans, sont revendus 1,92 milliard. Cet argent ne tombe pas du ciel, il vient directement de l'exploitation accrue des travailleurs du groupe.

Quand, en 2011, la direction de PSA avait voulu fermer l'usine d'Aulnay, elle avait inventé le conte du pauvre petit trust au bord de la faillite. En dépréciant volontairement les actifs

(usines, machines et bâtiments), elle était arrivée à inventer une perte officielle de 5 milliards, rien que ça ! Mais, même à l'époque, le directeur financier expliquait que « *ces pertes étaient*

réversibles, c'est-à-dire que, si les perspectives économiques venaient à s'améliorer, nous passerions à une écriture comptable inverse ». Et, grâce à cette histoire à dormir debout, l'État avait couru au chevet du malade imaginaire.

Après la fermeture d'Aulnay, le gouvernement Hollande et son chevalier blanc Montebourg avaient accepté de financer le groupe en achetant des actions, quand bien même son principal actionnaire refusait de

dépenser le moindre sou. PSA a aussi reçu 200 millions au titre du CICE, tout en supprimant 17 000 emplois en cinq ans !

PSA n'a jamais été en difficulté, bien entendu. En revanche, entre 2011 et 2017, le groupe a pu accroître de façon gigantesque ses profits et éponger sa dette. Il n'y a aucun miracle là-dedans. C'est le résultat de la guerre menée par les patrons de PSA aux travailleurs. Depuis 2012, il y a eu 17 000 suppressions d'emplois dans le

groupe. Les accords de compétitivité signés avec la bénédiction du gouvernement ont imposé le blocage des salaires, des primes rabotées, encore plus de samedis obligatoires. C'est à ce prix que les actionnaires ont pu se réjouir des 2,15 milliards de profits annoncés par la direction pour 2016. Et c'est aussi avec la peau des travailleurs de PSA que l'État a réalisé sa plus-value avec la vente de ses actions.

Marion Ajar

Réseau de transport d'électricité : les travailleurs disent non à la direction

Le 30 mars s'est déroulé à RTE (Réseau de transport d'électricité), filiale d'EDF, un référendum portant sur les conditions d'intervention des agents pour les chantiers urgents, par exemple lors des interventions sur les lignes en cas de réparations à la suite de tempête.

La direction voulait pouvoir imposer les interventions, même à des non volontaires, alors que jusqu'à présent cela se passe au volontariat. Elle voulait également modifier les « délais de prévenance » en les ramenant de sept à un seul jour.

Pour tenter cette manœuvre, la direction a utilisé une disposition de la loi El Khomri permettant à des syndicats minoritaires, mais disposant d'au moins 30 % des voix, d'imposer un référendum sur la question, sans qu'un syndicat majoritaire puisse s'y opposer. La CFDT et la CGC, qui ont ensemble un peu plus de 30 %, se sont prêtées à

l'opération en réclamant un référendum, s'opposant à la CGT, qui fait 58 % des voix.

De plus, la direction en a rajouté en faisant voter plus de 4 000 salariés, soit à peu près la moitié de l'effectif total de RTE, alors que seulement 2 000 d'entre eux sont concernés par cette question. Mais la direction en a été pour ses frais : 76,3 % des salariés sollicités ont pris part au vote, et 71 % des votants ont rejeté la proposition direction-CFDT-CGC. C'est donc un camouflet pour elles, et un succès pour les travailleurs.

La direction, pour tenter de sauver la face, a déclaré qu'il s'agit du « succès d'un nouvel outil démocratique d'entreprise ». Elle se raccroche aux branches comme elle peut, mais elle est bel et bien tombée sur un os et doit pour le moment remballer ses projets.

André Victor

EDF - Vichy : mouvement de grève

Les agents EDF de la boutique et du plateau téléphonique de Vichy continuent l'occupation de leur site. Ils entament leur troisième semaine de grève, en débrayant une heure par jour par roulement. Ils protestent contre la fermeture programmée de leur site fin 2018, d'autant plus que leur direction leur propose des conditions de reclassement

inacceptables.

Cette lutte s'inscrit dans un mouvement plus général qui touche toute l'entreprise EDF, RTE et ENEDIS pour s'opposer à la suppression de jusqu'à 9 000 postes d'ici 2019, dont 2 500 dans la seule branche commerce, avec la disparition de tous les points d'accueil du public.

Correspondant LO



CENTRE FRANCE

Haribo : ce sont toujours les mêmes qui se sucent



SOLIDARITE OUVRIERE

Les travailleurs de l'usine Haribo de Marseille se sont mis en grève, mardi 4 avril, parce qu'ils en ont « ras le bol ». L'annonce d'une augmentation de 0,6 % pour l'année a fait réagir vivement dans l'usine, qui a déjà connu des suppressions d'emplois, principalement chez les ouvriers de production.

« Il y a un véritable décalage entre la très bonne situation financière de l'entreprise et le plan de restructuration », déclarait pourtant le président d'Haribo France. Une fois cette larme de crocodile versée, ce même président a expliqué aux journalistes que la filiale française a vu son chiffre d'affaires doubler en dix ans pour atteindre 250 millions en 2016. Quant au groupe Haribo, leader européen du bonbon gélatifié, il possède

seize usines réparties dans le monde, avec un chiffre d'affaires avoisinant les deux milliards.

Malgré ces résultats, le projet de la famille actionnaire et de ses amis est de rentabiliser encore plus en supprimant plus de cent emplois dans les usines de Marseille et d'Uzès. Au volontariat disent les nombreux directeurs. Mais s'ils ne les trouvent pas, il y a le plan B, comme ils disent, consistant à des licenciements. Les pressions sur

les ouvriers en maladie ou en accident ont commencé.

La proposition de 0,6 % d'augmentation, ce qui correspond à 10 euros brut en moyenne, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les ouvriers débrayent deux heures par jour et mardi, ils étaient rassemblés devant l'usine où sont venus les voir la télé et des journalistes. L'ambiance était chaleureuse et les plaisanteries allaient bon train. Que faire avec 10 euros ? La proposition qui l'emportait était de consacrer cette somme, non pas à l'achat d'un costume, mais à celui d'un slip. Ou plutôt, vu le prix des tissus, à un string, sur mesure évidemment.

Correspondant LO

Municipaux - Nevers : mobilisés pour leurs droits

Depuis jeudi 30 mars, les agents de la mairie de Nevers et du centre communal d'action sociale se rassemblent à près de 300 devant la mairie, soit un tiers du personnel.

Depuis deux ans et demi, tous les services sont restructurés les uns après les autres, avec des déménagements, des changements de poste et surtout beaucoup de stress. Depuis des années, les travailleurs partant à la retraite ne sont pas remplacés et les conditions de travail n'en finissent pas de se dégrader.

La revalorisation des salaires, prévue par la loi, a été faite pour la catégorie A - les salaires les plus élevés - mais pas pour les autres. En plus, le maire veut enlever trois jours et demi de congés. Même l'arbre de Noël de l'amicale serait déplacé en soirée au lieu d'un mercredi après-midi. Tout cela, bien sûr, pour faire des économies

sur le budget, parce qu'à Nevers, les salariés auraient « plus de jours de congés que dans le reste de l'agglomération » !

Le maire n'est pas à un mensonge près : il soutient que les salariés sont des privilégiés et qu'ils auraient 47 jours de congés dans l'année. Dans la réalité, c'est 33 jours de congés statutaires.

En tout cas, ces mesures ont déclenché la grève. Les délégués syndicaux ont été reçus mais, comme par hasard, si le maire était là pour recevoir FR 3, il n'y était pas pour les salariés.

Le lendemain vendredi 31 mars, tout le monde était content de se retrouver toujours aussi nombreux. Le hall et les étages de la

mairie ont été envahis, à grands coups de sifflets, trompettes, casseroles et slogans.

Mais le maire ne veut rien céder. Pour l'arbre de Noël, dans sa grande bonté, il accorderait une heure d'absence, et seulement aux agents qui ont des enfants. D'après lui, s'il voulait, il pourrait même tout enlever. C'est sous les huées qu'ont été reçues ces malhonnêtetés.

Lundi 3 avril, rien n'avait changé. Mais le sentiment général reste qu'il faut continuer comme on a commencé, et essayer d'entraîner d'autres collègues. Tout le monde a en travers de la gorge de se faire traiter de privilégiés par un monsieur qui cumule ses indemnités de maire, de président de l'agglomération et ses revenus d'avocat.

Correspondant LO

Hôpitaux de Tours : restructuration au détriment des patients et du personnel

Mardi 28 mars, 150 hospitaliers de Tours se sont retrouvés devant la direction générale, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-SUD, pour protester contre un projet de restructuration générale de l'hôpital pour 2026.



LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Depuis plusieurs mois, les travailleurs des hôpitaux de Tours avaient eu vent de ces projets de restructuration des établissements hospitaliers de l'agglomération. Il est question du regroupement des services sur deux sites, voire plus tard sur un seul, de la reconstruction de bâtiments et de ce que l'administration présente comme une « amélioration de la gamme hôtelière », avec la construction d'un hôtel à proximité.

Le problème, c'est que le financement à hauteur de 650 millions d'euros sera possible si l'hôpital est « plus performant ». Il est donc envisagé de supprimer 400 lits et au moins 400 postes ! La direction ose dire que son projet « a pour ambition d'améliorer le service rendu aux patients, tout en améliorant la qualité de vie au travail des personnels hospitaliers » !

Le personnel vit depuis des années des restructurations, avec des suppressions de lits et surtout des effectifs toujours insuffisants. Il n'y a pas de mois sans qu'un service restructuré le dénonce et réclame du personnel en plus. La semaine dernière par exemple, c'est le personnel de la blanchisserie qui a fait grève. Il réclamait quatre postes en plus pour absorber les près de deux tonnes supplémentaires de linge qu'ils ont récupérées depuis janvier. Depuis deux ans, sous prétexte de mettre en place un logiciel de reconnaissance vocale et dictée numérique dans les secrétariats médicaux, la direction est en train de supprimer petit à petit 30 % de leur effectif (160 sur 550) !

Et, comme dans tous les hôpitaux, faute de personnel, les plannings sont

continuellement chamboulés, avec des retours sur repos. Les arrêts et les départs en retraite sont rarement remplacés, les vacances difficiles à poser, les heures supplémentaires s'accumulent sans qu'on puisse les récupérer... Et, dans ce projet, il est prévu encore de diminuer les équipes de remplaçants !

Les travailleurs sont bien conscients que tous ces projets prévoyant les suppressions de postes et de lits ne peuvent qu'aggraver encore les conditions de travail. Après le rassemblement devant la direction pour lui dire qu'il faudra compter avec eux, les hospitaliers sont allés manifester jusque dans le centre-ville pour informer les Tourangeaux et demander leur soutien par une pétition.

Correspondant LO

SNCF – Technicentre de Noisy-le-Sec : non au travail de nuit le week-end !

L'atelier SNCF de Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis, assure la maintenance des trains de la ligne E du RER. Il compte 370 salariés, dont une soixantaine d'ouvriers travaillant en roulement, cinq nuits par semaine, du dimanche soir au vendredi matin, toutes les trois semaines. Certaines équipes font même deux semaines de nuit d'affilée. En plus de ces horaires éprouvants, il y a des astreintes du dimanche, où il n'est pas rare que des chefs fassent venir des ouvriers pour effectuer des travaux en retard.

Sous prétexte d'améliorer la performance de l'atelier, le directeur veut imposer un nouveau roulement, qui inclurait le travail de nuit le week-end. Il propose d'augmenter l'indemnité de nuit de 5 euros en semaine et d'accorder 20 euros pour les nuits de samedi et dimanche. Et il appelle cela accord gagnant/gagnant !

Il y a un an, un projet similaire avait déjà échoué. Les cheminots ne sont pas prêts à accepter cette détérioration des conditions de travail et ses répercussions sur la santé et la vie privée. Jeudi 30 mars, une cinquantaine d'entre eux

ont envahi le comité d'établissement de la région Paris-Est, dont ils dépendent, pour dire non au nouveau roulement de nuit. Le DRH présent a dû les écouter pendant une bonne heure. Plusieurs ouvriers se sont exprimés, pour dénoncer les manques d'effectifs dans les équipes, ou les moyens matériels mal adaptés ou insuffisants, le manque de pièces ou l'organisation parfois aberrante mise en place par les cadres.

L'atelier de Noisy-le-Sec fonctionne en sous-effectif depuis de nombreuses années. Les infrastructures sont sous-dimensionnées. Les installations sont obsolètes. Il manque régulièrement du matériel, des pièces pour pouvoir réparer les trains. L'organisation du travail est aussi très contestée. L'objectif de la direction de la SNCF est d'augmenter la productivité de 30 % dans tous les secteurs de l'entreprise, et les directions locales cherchent partout à imposer des reculs aux cheminots.

Les cheminots de l'atelier de Noisy-le-Sec ont dit clairement qu'ils ne voulaient pas de ce nouveau roulement.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Guyane : la grève générale se poursuit

La détermination des collectifs semble même avoir redoublé de vigueur. **Mardi 4 avril, des milliers de personnes venues de toutes les villes et communes ont défilé aux abords du site du CSG (centre spatial de Guyane), à Kourou. 28 cars ont aidé au transport de la population des différents coins du pays. Les membres de la délégation des peuples autochtones, les Amérindiens, nombreux et parmi les plus délaissés dans leurs villages en forêt, ont fièrement défilé sous les acclamations des autres manifestants.**

C'était la première réponse cinglante au refus méprisant du Premier ministre Cazeneuve de donner satisfaction aux revendications des collectifs mobilisés. Il avait déclaré la veille leur revendication de 2,5 milliards d'euros « irréaliste », comme s'il s'adressait à des enfants. Il est resté sur la proposition de 1,08 milliard déjà faite par ses ministres Matthias Fekl et Ericka Bareigts, de retour de Guyane. Cette somme, à l'évidence, est largement insuffisante pour rattraper trente ans de retard en matière de santé, de justice, d'éducation, de construction de routes, d'électrification, insuffisante pour améliorer, voire reconstruire, les services publics en état de décomposition avancée.

Les collectifs ont bien revu leur copie en détail mais pour déterminer une somme supplémentaire de 2,112 milliards d'euros, portant leurs exigences à 3,19 milliards d'euros.

Une délégation du collectif est allée discuter en vain avec le directeur du CSG à

Kourou. Mais les collectifs de la mobilisation estiment que, vu l'importance de la base spatiale, le directeur du CSG est à présent plus crédible pour faire pression sur l'État et sur l'Europe que le préfet, avec lequel ils ne veulent plus discuter.

Au début de la nuit, la plupart des manifestants étaient repartis, mais les élus, maires, député, président de la collectivité territoriale de Guyane et des membres des collectifs ont décidé d'occuper une salle du CSG et devaient y passer la nuit.

Les barrages routiers sont maintenus et la Guyane est paralysée : pas de commerces, pas de transports, pas d'école, pas de fusée. Le port est vide de ses travailleurs.

Ce mouvement social de Guyane s'affirme comme un mouvement général où toutes les catégories de la population ont des raisons de protester : petits et moyens patrons, transporteurs, autres socioprofessionnels, avocats, élus, étudiants professeurs, personnels de

santé, éducateurs sociaux. Le mouvement s'affirme comme « guyanais », dans une sorte d'unité nationale où certains nationalistes guyanais, pour l'heure minoritaires, tentent de faire avancer l'idée d'un changement de statut politique allant vers une plus grande autonomie. Une telle autonomie avait été rejetée lors d'un référendum en 2010. Y a-t-il aujourd'hui une nouvelle donne à l'aune de ce mouvement ? L'avenir le

dira.

Mais dans ce vaste mouvement social composite, il y a une Guyane plus exploitée, plus pauvre encore que les autres, celle des travailleurs des entreprises, des chômeurs, du petit peuple pauvre des quartiers. Pour l'instant, on ne voit pas apparaître la défense spécifique des intérêts de classe de cette catégorie qui souffre le plus.

L'UTG, l'Union des travailleurs guyanais, le syndicat le plus important, d'obédience régionaliste et nationaliste, ne mène pas cette politique-là. Il est bien plus axé sur la « défense de la Guyane » en général.

Dans cette lutte unitaire, chaque catégorie sociale tente bien sûr de jouer sa

propre partition et d'en tirer profit, le petit et le moyen patronat également. Le Medef est d'ailleurs toujours actif. Les politiciens et notables locaux surfent sur la vague pour protéger leurs postes, mandats et avantages.

Il revient donc aux travailleurs et aux pauvres, sur qui repose la grève générale et tout l'édifice de la protestation, de profiter de ce mouvement de colère générale pour faire apparaître leur propre force et leurs propres revendications, aujourd'hui reléguées à l'arrière-plan. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour trouver la meilleure voie possible pour se faire entendre.

Pierre Jean-Christophe

Cazeneuve se fait souffler dans les bronches



Syrie : sous les bombes

Alors que le 4 avril s'ouvrait à Bruxelles une conférence consacrée à l'avenir de la Syrie, une attaque au gaz toxique faisait 58 morts dans une ville du nord-ouest du pays tenue par les opposants au régime d'Assad. Ce dernier est accusé de l'avoir perpétrée.

Les représentants des pays impérialistes, Jean-Marc Ayrault inclus, se sont empressés de la condamner. Mais ces condamnations ne sont que de pure forme au moment où les grandes puissances se résolvent au maintien de la dictature d'Assad. Qu'importe s'il gaze une ville puisqu'il participe au maintien de l'ordre impérialiste.

Affrontements entre puissance régionales, multiplication des milices qui interviennent en leur nom en Syrie et au-delà, intensification de la guerre opposant milices dites « rebelles » et régime syrien, et milices rebelles entre elles, la situation est devenue, depuis le début de la guerre civile, de plus en plus chaotique. C'est de ce chaos qu'est né Daech.

L'impérialisme américain a bien cherché à reprendre la situation en main en constituant une coalition afin de tenter de créer, dans le combat contre Daech, une certaine cohésion derrière lui, sans y parvenir réellement. Le régime d'Assad ne s'écroulait pas, et de toute façon aucune autre solution politique n'émergeait. En apportant son appui militaire à son allié syrien à partir de l'automne 2015, la Russie permit à Assad de reprendre l'avantage sur ses opposants et de reconquérir des parties du territoire qui lui échappaient.

Pour les dirigeants

américains, Assad redevenait un dictateur fréquentable car il était en passe de faire la preuve de sa capacité à stabiliser la situation, ce qui est la seule préoccupation des dirigeants impérialistes. En déclarant le 30 mars que le départ d'Assad n'était plus une priorité, l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU n'a fait que reconnaître ouvertement la position adoptée en réalité depuis longtemps, par tous les représentants des grandes puissances.

La population syrienne, comme avant elle déjà la population irakienne, paie le prix fort de ces

manœuvres impérialistes. Elle subit en Syrie les bombardements du régime et de la Russie et les exactions des milices. Les bombardements de la coalition impérialiste contre Daech sont une catastrophe supplémentaire. Des dizaines de civils ont ainsi été tués par des frappes aériennes fin mars, en Syrie, et à Mossoul, en Irak.

Alors la barbarie dont le peuple syrien est victime depuis tant d'années est avant tout celle engendrée par la politique des puissances impérialistes.

Aline Rétesse

Lisez *Lutte de classe*, revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 183 (avril 2017)

- Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud
- Meeting central de campagne, à Aubervilliers le 26 mars : discours d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud
- Profession de foi et

- affiche officielle
- La situation en Guyane
- Parti communiste réunionnais : un congrès sous le signe renouvelé de la collaboration de classes
- Turquie : les

- inquiétudes du gouvernement Erdogan
 - Combattre les robots ou le capitalisme ?
 - Le CETA et les intérêts des travailleurs
- Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro.

La folie des armes

Obama était parvenu à obtenir l'interdiction de vendre des armes aux personnes souffrant de troubles mentaux aux États-Unis. En 2012, un tueur fou avait tué 27 personnes, dont 20 enfants, à l'école de Sandy Hook.

Trump vient de supprimer cette restriction. Comme disait un sénateur partisan des armes : « Ce

décret stigmatise des gens qui ont des problèmes et viole leurs droits constitutionnels ». En voilà un défenseur des droits : celui des malades mentaux d'acheter des armes, puis de passer à la chaise électrique s'ils s'en servent et, surtout, celui des marchands d'armes de faire des profits.

A.V.